



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Budget/Voranschlag

2012

Rapport
Bericht

Rapport concernant le budget de l'Etat du Valais pour l'année 2012

Lors de la session de décembre 2011, le Grand Conseil a accepté le budget 2012 à l'unanimité, moyennant les amendements suivants :

- Réduction des biens, services et marchandises de 1 mio ;
- Réduction des subventions accordées de 6 mios ;
- Réduction du budget de la préposée à la protection des données de 0,1 mio ;
- Augmentation des subventions pour les institutions pour personnes en situation d'handicap de 3,1 mios ;
- Augmentation des subventions pour les entreprises de transports de 2,5 mios ;
- Augmentation des subventions pour les sentiers pédestres de 50'000.-.

Le Conseil d'Etat a jugé opportun, pour des raisons de commodité de lecture, de suivi et de comparaison, de reproduire le budget 2012 complet, avec les chiffres amendés par le Grand Conseil. Dans cette logique, il a également reproduit son message initial du 17 août 2011, en adaptant les chapitres concernant les données financières.

Sion, le 25 janvier 2012

Bericht betreffend das Budget 2012 des Staates Wallis

Anlässlich der Dezembersession 2011 hat der Grosse Rat das Budget 2012 mit folgenden Änderungen einstimmig genehmigt :

- Reduktion des Sachaufwandes um 1 Mio. Franken ;
- Reduktion der Eigenen Beiträge um 6 Mio. Franken ;
- Reduktion des Budgets der Datenschutzbeauftragten um 0,1 Mio. Franken ;
- Erhöhung der Beiträge an Institutionen für behinderte Personen um 3,1 Mio. Franken ;
- Erhöhung der Beiträge an Transportunternehmen um 2,5 Mio. Franken ;
- Erhöhung der Beiträge für den Bau und Unterhalt von Wanderwegen um 50'000.- Franken.

Der Staatsrat hat aufgrund der Lesbarkeit und Nachvollziehbarkeit sowie um den Vergleich zu vereinfachen, es als angebracht erachtet, das Budget 2012 gesamthaft mit den Abänderungen des Grossen Rates neu zu publizieren. Infolgedessen hat er ebenfalls die Botschaft vom 17. August 2011 neu gedruckt und die finanziellen Daten der entsprechenden Kapitel angepasst.

Sitten, 25. Januar 2012

Table des matières

• Résumé	3
• Structure du budget 2012	4
• Vue financière	5
Aperçu général	5
Compte de fonctionnement	6
Compte d'investissement	7
Marge d'autofinancement et investissements nets	7
Indicateurs	8
• Contexte et perspectives	9
Situation économique générale	9
Perspectives économiques de la Suisse	11
Perspectives économiques du Valais	13
Finances du secteur public	14
• Elaboration du budget : lignes directrices	16
• Priorités d'action 2012 du Conseil d'Etat	17
Objectifs par domaine d'intervention	17
• Données financières	21
Charges d'exploitation	24
Revenus d'exploitation	30
Charges et revenus financiers	34
Charges et revenus extraordinaires	35
Compte d'investissement	36
• Projet de décision	39
• Annexes	40

Inhaltsverzeichnis

• Zusammenfassung	3
• Gliederung des Budgets 2012	4
• Finanzielle Sicht	5
Gesamtüberblick	5
Laufende Rechnung	6
Investitionsrechnung	7
Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen	7
Kennzahlen	8
• Umfeld und Perspektiven	9
Allgemeine Wirtschaftslage	9
Wirtschaftsprognosen für die Schweiz	11
Wirtschaftsprognosen für das Wallis	13
Finanzen der öffentlichen Hand	14
• Leitlinien für die Budgeterstellung	16
• Prioritäten 2012 des Staatsrates	17
Ziele nach Sachbereichen	17
• Finanzdaten	21
Betrieblicher Aufwand	24
Betrieblicher Ertrag	30
Finanzaufwand und -ertrag	34
Ausserordentliche Aufwände und Erträge	35
Investitionsrechnung	36
• Beschlussentwurf	39
• Anhänge	40

Résumé

Le budget 2012 s'inscrit dans un contexte économique incertain, caractérisé par un fort taux d'endettement de certains pays de la zone euro et des Etats-Unis, par des perspectives de croissance très différentes entre les régions du monde, ainsi que par une surévaluation actuelle du franc suisse.

Alors que les économies suisse et valaisanne ont enregistré en 2010 une rapide et réjouissante reprise, il semblerait que cette tendance ne devrait pas perdurer ces prochains mois (baisse du PIB, augmentation possible du chômage) et ce, au vu des turbulences actuelles au niveau international et de la cherté du franc suisse.

Le budget 2012 présente des résultats positifs avec un excédent de revenus de 2,7 mio et un excédent de financement de 1,9 mio. Il respecte ainsi l'exigence constitutionnelle et légale du double frein aux dépenses et à l'endettement. La saine situation financière du canton se maintient.

Le budget 2012 est le premier budget sous le régime de la nouvelle péréquation et répartition des tâches entre le canton et les communes (RPT II – VS). Il est prévu que ce projet de réforme institutionnelle d'envergure entre en vigueur au début 2012. Il introduit notamment de nouveaux instruments dans le cadre de la péréquation financière avec une péréquation des ressources et une compensation des charges. Le budget prend en compte le projet avant le traitement en 2^e lecture au Grand Conseil (session de septembre 2011).

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 3,045 mrd et de charges de 3,042 mrd. L'évolution des recettes et des charges entre le budget 2011 et le budget 2012 est marquée par la nouvelle répartition des tâches qui entraîne, dans certains cas, des variations significatives, lesquelles globalement se compensent. Les charges de personnel et les subventions accordées, par exemple, évoluent fortement du fait de la cantonalisation du personnel enseignant de la scolarité obligatoire.

Hormis les effets du projet RPT II – VS, l'accroissement des revenus marque le pas par rapport aux budgets précédents avec un recul de la péréquation intercantonale et les incertitudes quant à la distribution du bénéfice de la BNS.

La marge d'autofinancement se monte à 184,6 mio. Le résultat permet de prévoir des amortissements supplémentaires de 24,7 mio.

Le compte d'investissement présente des dépenses brutes de 540,9 mio, couvertes à hauteur de 358,2 mio par des recettes. Les investissements nets se montent ainsi à 182,7 mio dans la lignée de la planification financière 2011-2014 qui prévoyait un montant de 180 mio.

Zusammenfassung

Die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen für das Budget 2012 sind unsicher, geprägt durch die starke Verschuldung bestimmter Länder der Eurozone und der USA sowie durch die weltweit sehr unterschiedlichen Wachstumsprognosen und die gegenwärtige Überbewertung des Schweizer Frankens.

Die Schweizer und Walliser Wirtschaft haben sich zwar im Jahr 2010 erfreulich schnell erholt, doch dieser Trend scheint sich wegen der aktuellen internationalen Turbulenzen und der Frankenstärke in den nächsten Monaten nicht fortzusetzen (Rückgang des BIP, möglicher Anstieg der Arbeitslosigkeit).

Das Budget 2012 präsentiert positive Ergebnisse mit einem Ertragsüberschuss von 2,7 Mio. Franken und einem Finanzierungsüberschuss von 1,9 Mio. Franken. Die verfassungs- und gesetzmässigen Anforderungen der doppelten Ausgaben- und Schuldenbremse werden somit erfüllt. Der Kanton weist weiterhin eine gesunde Finanzsituation auf.

Beim Budget 2012 gelangen erstmals die Bestimmungen der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS) zur Anwendung. Das Inkrafttreten dieser umfassenden institutionellen Reform ist für Anfang 2012 vorgesehen. Dabei werden im Rahmen des Finanzausgleichs die neuen Instrumente des Ressourcen- und Lastenausgleichs eingeführt. Das Budget stützt sich auf den Entwurf NFA II-VS in der Fassung vor der 2. Lesung im Grossen Rat (Septembersession 2011).

Die Laufende Rechnung weist einen Ertrag von 3,045 Mrd. Franken und einen Aufwand von 3,042 Mrd. Franken aus. Die Abweichungen zwischen dem Budget 2011 und 2012 beim Aufwand und Ertrag ergeben sich aus der neuen Aufgabenteilung, die in gewissen Bereichen grosse Auswirkungen haben, welche sich aber gesamthaft ausgleichen. Der Personalaufwand und die eigenen Beiträge nehmen beispielsweise stark zu, zum Beispiel durch die Kantonalisierung des Lehrpersonals der obligatorischen Schulen.

Abgesehen von den Auswirkungen der NFA II-VS verminderte sich das Einnahmenwachstum im Vergleich zu früheren Budgets mit dem Rückgang des interkantonalen Finanzausgleichs und den Unsicherheiten bei der Verteilung der Gewinne der SNB.

Die Selbstfinanzierungsmarge beläuft sich auf 184,6 Mio. Franken. Dies ermöglicht zusätzliche Abschreibungen in der Höhe von 24,7 Mio. Franken.

Die Investitionsrechnung weist Bruttoausgaben von 540,9 Mio. Franken und Einnahmen von 358,2 Mio. Franken aus. Die Netto-Investitionen belaufen sich somit auf 182,7 Mio. Franken und liegen im Rahmen der Finanzplanung 2011-2014, die 180 Mio. Franken vorsah.

Structure du budget 2012

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le projet de budget, soumis au Grand Conseil, présente le message du Conseil d'Etat (volume 1) et le compte administratif (volume 2).

Le message du Conseil d'Etat

Le message est le rapport explicatif qui accompagne tout projet d'acte législatif que le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil.

Y sont présentés et commentés les perspectives économiques, les priorités du Conseil d'Etat pour l'année du budget, ainsi que les principaux résultats et statistiques financières.

Le compte administratif

Le projet de budget est présenté sous la forme de mandats de prestations politiques par unité organisationnelle conformément à l'article 26 de la LGCAF.

Y sont donc décrits, pour chaque mandat de prestations politique et de manière spécifique, les objectifs politiques à atteindre, les mesures prioritaires, les indicateurs permettant d'évaluer la réalisation des objectifs, ainsi que les ressources financières et humaines en lien avec les objectifs et priorités fixés.

Le rapport spécial du Conseil d'Etat sur les augmentations supérieures à l'indice des prix à la consommation (IPC)

Le rapport spécial, concernant les augmentations de croissance annuelle supérieures à l'IPC dans les charges de personnel, les dépenses générales et les subventions de fonctionnement, est intégré au présent message, ainsi que dans les mandats de prestations politiques, en réponse à la motion de la Commission de gestion du Grand Conseil.

Les explications sur l'évolution de la croissance sont données dans chaque chapitre spécifique dans la partie «Données financières».

La planification intégrée pluriannuelle 2012-2015

Le projet de budget sera accompagné, pour la session de décembre du Grand Conseil, par le document relatif à la planification intégrée pluriannuelle (PIP) 2012-2015. Cet acte administratif est soumis au Parlement pour prise de connaissance.

Cette planification est établie chaque année pour une durée de 4 ans et donne une vue d'ensemble des effets et des résultats à produire par l'Etat et son administration durant la période considérée. Son contenu et sa structure sont détaillés à l'article 24 de la LGCAF.

Gliederung des Budgets 2012

Entsprechend den geltenden gesetzlichen Vorschriften enthält der Budgetentwurf, der dem Grossen Rat vorgelegt wird, die Botschaft des Staatsrates (Band 1) und die Verwaltungsrechnung (Band 2).

Botschaft des Staatsrates

Die Botschaft ist ein erläuternder Bericht, der allen Beschlussentwürfen beiliegt, die der Staatsrat dem Grossen Rat unterbreitet.

Darin werden die Wirtschaftsprognosen, die Prioritäten des Staatsrates für das Budgetjahr sowie die wesentlichen Ergebnisse und Finanzstatistiken präsentiert und kommentiert.

Verwaltungsrechnung

Der Budgetentwurf wird in Form eines politischen Leistungsauftrags pro Organisationseinheit präsentiert, und zwar gemäss Artikel 26 FHG.

Darin werden für jeden politischen Leistungsauftrag die politischen Ziele, die prioritären Massnahmen, die Indikatoren, mit denen die Umsetzung der Ziele gemessen werden können sowie die Personal- und Finanzressourcen im Zusammenhang mit den Zielen und den festgelegten Prioritäten aufgeführt.

Spezialbericht des Staatsrates betreffend das über dem Landesindex der Konsumentenpreise (LIK) liegende Wachstum

Der Spezialbericht betreffend das über dem LIK liegende Wachstum in den Bereichen des Personalaufwandes, des Sachaufwandes und der Beiträge der Laufenden Rechnung ist gemäss der Motion der Geschäftsprüfungskommission an den Grossen Rat in der vorliegenden Botschaft wie auch in den politischen Leistungsaufträgen integriert.

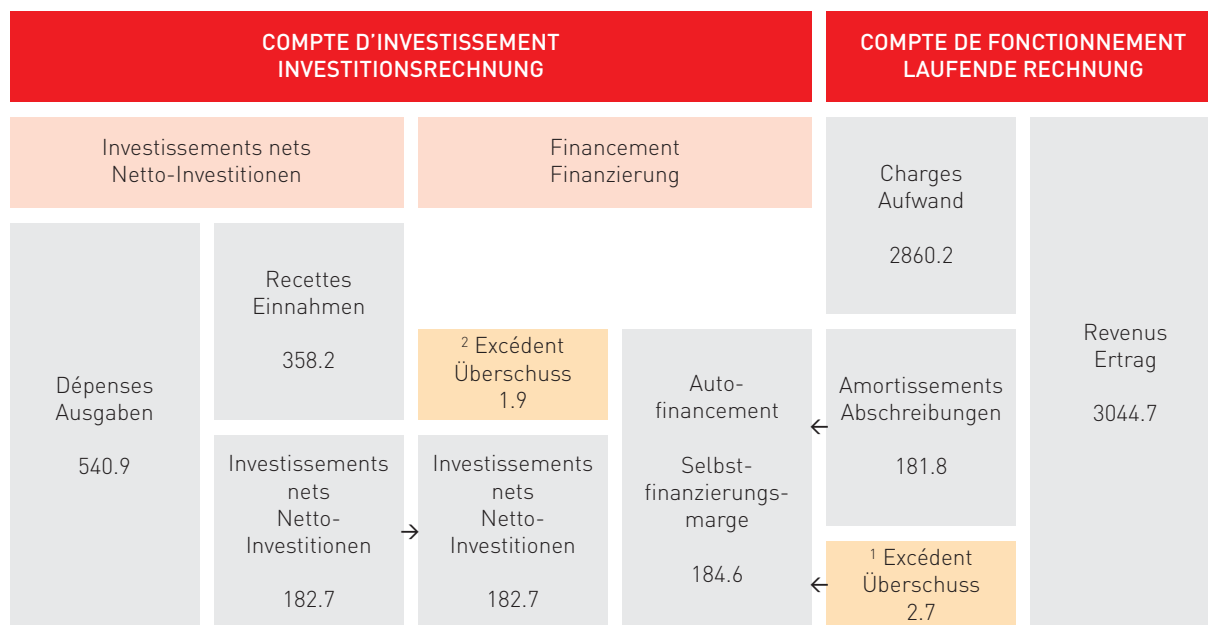
Erklärungen betreffend die Entwicklung der Zunahme werden in jedem spezifischen Kapitel unter «Finanzdaten» gegeben.

Integrierte Mehrjahresplanung 2012-2015

In der Dezembersession des Grossen Rates liegt dem Budgetentwurf das Dokument betreffend die integrierte Mehrjahresplanung (IMP) 2012-2015 bei. Die IMP wird dem Parlament zur Kenntnisnahme unterbreitet.

Diese Planung wird jedes Jahr für 4 Jahre erstellt und gibt einen Überblick über die Auswirkungen und Ergebnisse, die der Staat und seine Verwaltung während des betreffenden Zeitraumes erreichen wollen. Der Inhalt und die Struktur der IMP werden in Artikel 24 FHG geregelt.

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	2'890.2	2'880.1	3'044.7	164.6	Ertrag
Charges	2'818.1	2'857.5	3'042.0	184.5	Aufwand
Excédent de revenus	72.1	22.6	2.7	-19.9	Ertragsüberschuss
Compte d'investissement					Investitionsrechnung
Dépenses	551.7	550.5	540.9	-9.6	Ausgaben
Recettes	314.6	324.6	358.2	33.6	Einnahmen
Investissements nets	237.1	225.9	182.7	-43.3	Netto-Investitionen
Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	72.1	22.6	2.7	-19.9	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	262.7	206.9	181.8	-25.1	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Marge d'autofinancement	334.8	229.5	184.6	-45.0	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	237.1	225.9	182.7	-43.3	Netto-Investitionen
Excédent de financement	97.6	3.6	1.9	-1.7	Finanzierungsüberschuss
Degré d'autofinancement	141.2%	101.6%	101.0%	-0.6%	Selbstfinanzierungsgrad



¹ Cst/cant., art. 25; frein aux dépenses
² Cst/cant., art. 25; frein à l'endettement

¹ KV, Art. 25; Ausgabenbremse
² KV, Art. 25; Schuldenbremse

Compte de fonctionnement

Présentation échelonnée du résultat
sans les imputations internes

Laufende Rechnung

Gestaffelte Präsentation
ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	2'503.3	2'626.3	2'834.5	208.2	Betrieblicher Aufwand
30 Charges de personnel	619.8	642.3	967.5	325.1	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	212.7	217.6	219.1	1.5	31 Sachaufwand
33 Amort. du patrimoine financier	21.2	16.1	16.3	0.1	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amort. du patrimoine administratif	147.4	149.3	157.1	7.9	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
34 Parts et contr. sans affectation	59.4	58.2	96.6	38.4	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
35 Dédommag. à des collectivités publ.	89.4	95.6	94.5	-1.1	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'181.9	1'274.4	1'125.0	-149.4	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	120.5	117.7	120.5	2.8	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéc. ¹	51.1	55.1	38.0	-17.1	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Revenus d'exploitation	2'692.8	2'722.0	2'837.1	115.1	Betrieblicher Ertrag
40 Impôts	1'145.9	1'158.0	1'233.0	74.9	40 Steuern
41 Patentes, concessions	103.7	102.0	40.5	-61.5	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	222.4	216.2	193.6	-22.6	43 Entgelte
44 Parts recettes et contrib. sans affect.	648.0	671.0	685.6	14.6	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbind.
45 Dédommagements de collect. publ.	115.7	113.5	106.6	-6.8	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	309.4	330.0	438.7	108.7	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	120.5	117.7	120.5	2.8	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements sur financements spéciaux ¹	27.2	13.5	18.6	5.1	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Résultat d'activités d'exploitation	189.5	95.6	2.5	-93.1	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières					Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	22.0	20.9	36.6	15.8	32 Passivzinsen
Revenus financiers					Finanzertrag
42 Revenus des biens	42.2	34.5	51.5	17.1	42 Vermögenserträge
Résultat d'activités de financement	20.2	13.6	14.9	1.3	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	209.7	109.2	17.4	-91.8	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	159.9	86.7	24.7	-61.9	Ausserordentliche Aufwände
33 Amortiss. du patrimoine administratif	115.3	57.7	24.7	-32.9	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
38 Attributions aux financements spéc. ¹	30.0	29.0	-	-29.0	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
38 Attributions préfinancement des inv. ²	14.6	-	-	-	38 Einlagen Vorfinanzierung von Invest. ²
Revenus extraordinaires	22.3	-	10.0	10.0	Ausserordentliche Erträge
48 Prélèvements sur financements spéciaux ¹	-	-	10.0	10.0	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
48 Prélèvements sur préfinancements des investissements ²	22.3	-	-	-	48 Entnahmen Vorfinanzierung von Investitionen ²
Résultat extraordinaire	-137.6	-86.7	-14.7	71.9	Ausserordentliches Ergebnis
Total du compte de résultat	72.1	22.6	2.7	-19.9	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22

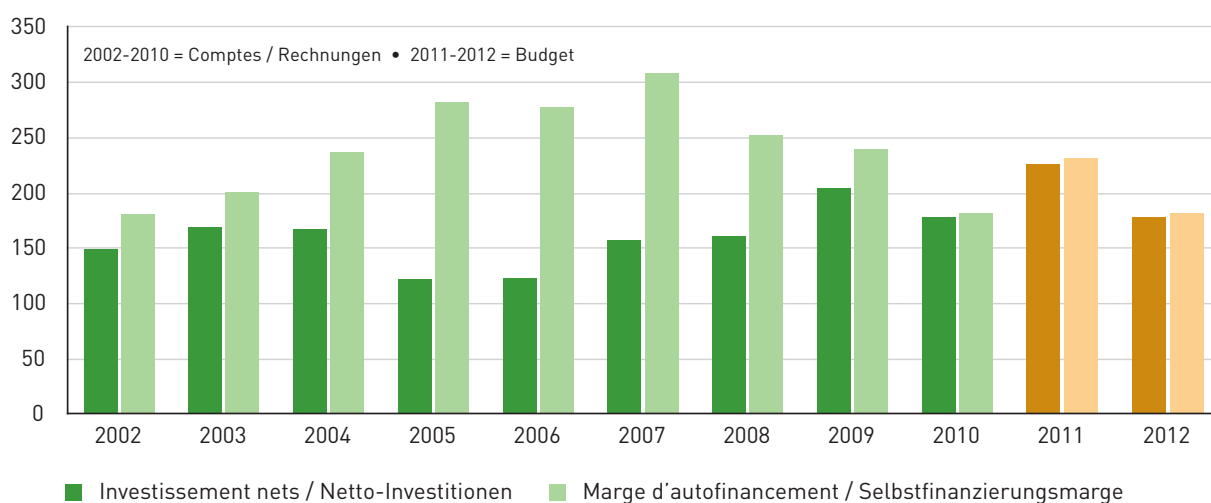
Compte d'investissement

Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	237.1	225.9	182.7	-43.3	Netto-Investitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	101.4	103.7	99.1	-4.6	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	123.3	113.6	79.7	-33.8	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	12.5	8.7	3.8	-4.9	Darlehen und dauernde Beteiligungen
Dépenses	551.7	550.5	540.9	-9.6	Ausgaben
50 Investissements propres	324.0	338.7	364.9	26.1	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	57.9	49.1	45.3	-3.8	52 Darlehen u. dauernde Beteiligungen
56 Subventions accordées	157.6	148.6	112.5	-36.2	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	12.1	14.0	18.3	4.2	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	314.6	324.6	358.2	33.6	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	0.0	-	-	-	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	45.4	40.4	41.5	1.1	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	0.0	-	-	-	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.2	0.2	0.2	-	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	256.8	269.9	298.3	28.4	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	12.1	14.0	18.3	4.2	67 Durchlaufende Beiträge
Investissement nets	237.1	225.9	182.7	-43.3	Netto-Investitionen

Marge d'autofinancement et investissements nets

Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen



Indicateurs

Kennzahlen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2002	COMPTE RECHNUNG 2009	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement						Laufende Rechnung
Excédent de revenus ¹	19.9	3.8	72.1	22.6	2.7	Ertragsüberschuss ¹
Compte d'investissement						Investitionsrechnung
Investissements bruts	485.6	529.7	551.7	550.5	540.9	Brutto-Investitionen
Investissements nets	148.5	204.4	237.1	225.9	182.7	Netto-Investitionen
Proportion des investissements ²	23.3%	19.7%	20.0%	19.1%	17.5%	Investitionsanteil ²
Activités d'investissement	forte stark	moyenne mittel	forte stark	moyenne mittel	moyenne mittel	Investitionstätigkeit
Compte de financement						Finanzierung
Marge d'autofinancement	181.1	241.8	334.8	229.5	184.6	Selbstfinanzierungsmarge
Excédent de financement ³	32.6	37.4	97.6	3.6	1.9	Finanzierungsüberschuss ³
Degré d'autofinancement	121.9%	118.3%	141.2%	101.6%	101.0%	Selbstfinanzierungsgrad
Evolution des recettes fiscales						Entwicklung der Steuererträge
Impôts sur le revenu et la fortune	819.5	1'091.6	1'145.9	1'158.0	1'233.0	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	542.2	714.7	739.4	751.5	818.0	Ertrags- und Kapitalsteuern
Autres impôts	89.8	123.7	137.5	138.4	133.7	Andere Steuern
187.6	253.2	268.9	268.2	281.2		
Endettement brut	2'784.4	1'662.2	1'907.2	1'887.3	2'427.2	Bruttoverschuldung
Endettement net	1'574.7	-328.9	-147.4	-341.8	892.1	Nettoverschuldung
Dettes brute et nette par habitant						Brutto-/Nettoschuld pro Einwohner
Dettes brute (en francs)	9'897	5'482	6'205	6'224	7'896	Bruttoschuld (in Franken)
Dettes nette (en francs)	5'597	-1'085	-480	-1'127	2'902	Nettoschuld (in Franken)
Eléments macro-économiques VS						Wallis - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁴	n.d.	-1.3%	2.1%	1.4%	1.4%	Entwicklung des realen BIP ⁴
Taux de chômage moyen ⁵	2.6%	4.1%	4.3%	4.3%	3.8%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Eléments macro-économiques CH						Schweiz - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁵	0.4%	-1.9%	2.6%	1.6%	1.5%	Entwicklung des realen BIP ⁵
Taux de chômage moyen ⁵	2.5%	3.7%	3.9%	3.7%	3.3%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Rencherissement ⁵	0.6%	-0.5%	0.7%	0.8%	0.7%	Teuerung ⁵

¹ Exigence constitutionnelle d'un excédent de revenus

² Investissements bruts en % des charges totales consolidées MCH2

³ Exigence constitutionnelle d'un excédent de financement

⁴ Source : Institut BAK BASEL (juillet 2011)

⁵ Sources : OFS, SICT et SECO (état des prévisions 2012 à la fin juillet 2011)

¹ Die Kantonsverfassung verlangt einen Ertragsüberschuss

² Brutto-Investitionen in % des konsolidierten Gesamtaufwandes HRM2

³ Die Kantonsverfassung verlangt einen Finanzierungsüberschuss

⁴ Quelle : Institut BAK BASEL (Juli 2011)

⁵ Quellen : BFS, DIHA und SECO (Prognosen 2012, Stand Ende Juli 2011).

Contexte et perspectives

Le budget 2012 s'inscrit dans le contexte et les perspectives économiques existantes à mi-juillet 2011 et présentées ci-après.

Situation économique générale

Stimulée par une politique monétaire expansionniste, l'économie mondiale a présenté durant l'hiver 2010/2011 une forte reprise et a atteint début 2011 le niveau de croissance d'avant-crise.

L'économie mondiale est cependant caractérisée par de considérables différences de croissance entre les diverses régions de pays. Ainsi et selon la Banque Mondiale, la reprise économique mondiale a été particulièrement soutenue par les pays émergents à hauteur de 7,3%. A contrario, les USA présentent une reprise économique inconstante. Selon le Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO) le taux de croissance 2011 des pays de l'UE avoisinera les 2%, ce qui est relativement modeste comparativement aux pays émergents. Ce taux est cependant marqué par des différences significatives entre les pays de l'UE.

Ces perspectives économiques sont à considérer avec prudence et ce, en raison des risques et incertitudes suivants :

- L'hétérogénéité susmentionnée des taux de croissance entre les différentes régions du monde, mais également entre les pays d'une même région, est un des risques qui peut freiner l'essor économique actuel.
- Les conséquences de la crise financière et immobilière de 2008 sont encore perceptibles dans plusieurs pays, en particulier dans les pays industriels. Le taux de chômage relativement important, le fort endettement en général et la situation financière constamment tendue signifient que la crise n'est pas encore surmontée. De plus, les nations industrielles étaient jusqu'à présent stimulées par les effets d'une conjoncture et d'une politique monétaire très expansionnistes. La question de savoir si ces pays pourront poursuivre leur croissance de manière autonome, c'est-à-dire sans le bénéfice des mesures étatiques, reste à ce jour ouverte. D'ailleurs, il semble aujourd'hui que cette situation de politique monétaire très expansionniste ne peut être durablement poursuivie.
- Le taux de croissance des pays émergents peut également présenter un risque. Ces pays devront probablement revenir à une politique monétaire restrictive pour juguler une surchauffe économique. Comme l'économie mondiale est actuellement fortement soutenue par ces pays émergents, de telles mesures pourraient avoir immanquablement des conséquences sur la dynamique de la croissance mondiale.
- Depuis l'été 2010, les biens alimentaires, les matières premières et le pétrole sont marqués par une hausse de prix. Cette augmentation générale du niveau des prix est également accentuée par les

Umfeld und Perspektiven

Das Budget 2012 stützt sich auf die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen und Aussichten von Mitte Juli 2011, die nachfolgend präsentiert werden.

Allgemeine Wirtschaftslage

Angetrieben durch eine expansive Geldpolitik zeichnet die Weltwirtschaft im Winter 2010/2011 einen starken Aufschwung und erreicht bereits Anfang 2011 das Wachstumsniveau vor der Finanzkrise.

Die Weltwirtschaft ist indes von erheblichen Wachstumsunterschieden zwischen den Länderregionen geprägt. So wird der weltwirtschaftliche Aufschwung besonders durch die grosse konjunkturelle Dynamik der Schwellenländer von 7,3% gemäss Weltbank gestützt. Die USA hingegen weist eine etwas unbeständige wirtschaftliche Erholung auf. Dem Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) zufolge fällt die Wachstumsrate der EU-Länder mit 2% für das Jahr 2011 im Vergleich zu den Schwellenländern ein wenig mager aus. Diese Wachstumsrate ist zudem durch erhebliche wirtschaftliche Unterschiede zwischen den EU-Ländern charakterisiert.

Diese wirtschaftlichen Aussichten sind aufgrund der folgenden Risiken und Unsicherheiten mit Vorsicht zu betrachten :

- Die oben erwähnte Heterogenität der Wachstumsraten zwischen den Länderregionen, aber auch unter den Ländern innerhalb einer Region ist eines der Risiken, die den wirtschaftlichen Aufschwung bremsen könnten.
- Die Konsequenzen der Finanz- und Immobilienkrise von 2008 sind in einigen Ländern – insbesondere in den Industrieländern – noch spürbar. Die nach wie vor relativ hohe Arbeitslosigkeit, die hohe allgemeine Verschuldung und die stets gespannte Finanzlage deuten darauf hin, dass die Krise noch nicht überwunden ist. Zudem wurden die Industrienationen bis anhin von einer stark expansiven Konjunktur- und Geldpolitik angekurbelt. Die Frage, ob die Industriestaaten den Aufschwung autonom, d.h. ohne staatliche Massnahmen, weiterführen können, bleibt zu diesem Zeitpunkt noch offen. Aus heutiger Sicht scheint jedoch, als sei dieser stark expansiv ausgerichtete geldpolitische Pfad nicht dauerhaft verfolgbar.
- Das starke Wachstum der Schwellenländer kann ebenso ein Risiko darstellen: So kommen diese Länder nicht um eine restriktivere Geldpolitik herum, um eine Überhitzung zu vermeiden. Da die Weltwirtschaft durch die Schwellenländer gegenwärtig stark unterstützt wird, hätten diese restriktiven Massnahmen wiederum Folgen auf die Dynamik des Weltwirtschaftswachstums.
- Seit Sommer 2010 ist ein Anstieg der Nahrungsmittel-, Rohstoff- und Erdölpreise zu verzeichnen. Diese allgemeine Erhöhung des Preisniveaus wird zusätzlich durch die politischen

bouleversements politiques dans les pays arabes. Si cette tendance inflationniste devait se poursuivre, le taux de croissance de l'économie mondiale serait à nouveau mis en danger.

- La situation des pays fortement endettés de la zone euro, en particulier des pays périphériques, s'est encore aggravée. Dans des proportions considérables, les taux d'endettement des USA et du Japon ont également augmenté. C'est pourquoi, des mesures de consolidation budgétaire s'imposent dans ces pays à fort niveau d'endettement. Ces programmes d'économie devraient avoir pour conséquence des réductions de la demande et menaceraient dès lors l'évolution économique mondiale. Le haut niveau d'endettement met également en danger la stabilité du marché des devises.

Malgré les incertitudes existantes, l'économie mondiale devrait assurément se développer, il est vrai dans un moindre élan, pour les années 2011 et 2012.

Umbrüche in den arabischen Ländern verstärkt. Sollte sich diese Inflationstendenz verschlechtern, wäre das Wachstum der Weltwirtschaft erneut gefährdet.

- Die Lage der hoch verschuldeten Länder der Eurozone und insbesondere diejenige der peripheren Länder hat sich weiter zugespitzt. Auch die Verschuldungsquoten der USA und Japan haben in beträchtlichem Ausmass zugenommen. Daher drängen sich in den hoch verschuldeten Staaten Massnahmen zur Budgetkonsolidierung auf. Diese Sparprogramme hätten indessen eine Reduktion der Nachfrage zur Folge und bedrohen damit die weltwirtschaftliche Entwicklung. Zudem gefährden die hohen Verschuldungsquoten die Stabilität der Devisenmärkte.

Trotz der bestehenden Unsicherheiten dürfte sich die Weltwirtschaft für die Jahre 2011 und 2012 zwar etwas weniger schwungvoll, aber dennoch zusehends entwickeln.

Perspectives économiques de la Suisse

Face à la reprise économique mondiale qui ralentit, la conjoncture suisse perd également de la dynamique. Les principaux indicateurs économiques et financiers de la Suisse sont commentés ci-après.

Croissance

Après une reprise vigoureuse l'année passée, la croissance de la conjoncture nationale de ce printemps 2011 est en légère diminution. Cependant, l'économie suisse arrive à bien se maintenir par rapport à celle des pays de l'Union Européenne (UE). Selon les avis de groupes d'experts du SECO, cette diminution de la reprise économique devrait se poursuivre en 2011 et 2012.

Dès lors, le PIB 2011 devrait croître de 2,1% selon les prévisions du SECO de l'été 2011 et rester ainsi au niveau projeté en mars. Par contre, les prévisions de mars pour la croissance 2012 ont été ramenées en juin à 1,5% au lieu de 1,9%. Cette correction est due à la force du franc qui affaiblit les exportations.

Consommation, investissements, exportations

La forte demande intérieure devrait vraisemblablement se poursuivre tout au long de l'année 2011 et permettre ainsi d'empêcher un fort ralentissement de la conjoncture. Malgré le climat de consommation en légère contraction au printemps passé, la consommation privée devrait soutenir la conjoncture de manière modérée. Selon plusieurs instituts de recherche, la consommation privée devrait se réduire quelque peu en 2012 par le fait de la diminution des salaires réels. Cela aura pour conséquence un amortissement de la demande intérieure.

Le plus large soutien de la conjoncture intérieure vient du secteur de la construction. En raison de taux d'intérêt bas, de projets de construction nombreux et d'une population croissante, le SECO prévoit un taux de croissance en 2011 de 5%. Pour 2012, les investissements dans la construction devraient diminuer en raison de la hausse prévue des taux d'intérêt et d'une économie qui ralentit.

Jusqu'à présent, les exportations ont bien pu se maintenir malgré le renchérissement du franc. Les deux raisons principales sont la vive demande étrangère et les mesures prises par les exportateurs pour soutenir leurs capacités concurrentielles. Le renchérissement du franc s'est cependant encore fortement poursuivi et un rapide changement de cette tendance n'est pas prévisible à court et à moyen terme en raison des problèmes internationaux de dettes publiques. Cette situation monétaire devrait donc encore grever fortement les exportations pour 2011 et 2012.

Wirtschaftsprognosen für die Schweiz

Angesichts der sich verlangsamenden weltwirtschaftlichen Erholung verliert auch die Schweizer Konjunktur an Dynamik. Die wichtigsten Wirtschafts- und Finanzkennzahlen der Schweiz werden nachfolgend kommentiert.

Wachstum

Die nationale Konjunktur klingt im Frühjahr 2011 nach einem kräftigen Aufschwung im vergangenen Jahr etwas ab. Dennoch läuft die Schweizer Wirtschaft im Vergleich zu derjenigen der europäischen Union (EU) gut. Nach Einschätzungen der Expertengruppe des SECO wird sich die Abschwächung des wirtschaftlichen Aufschwungs in den Jahren 2011 und 2012 fortsetzen.

So wird das BIP-Wachstum für 2011 gemäss der Sommerprognose des SECO auf 2,1% geschätzt und bleibt damit unverändert zur Frühjahrsprognose im März. Allerdings wurde die im März geschätzte Wachstumsprognose für 2012 in der Sommerprognose von 1,9% auf 1,5% zurückgenommen. Diese Korrektur erfolgte aufgrund des durch den starken Franken schwächer gewordenen Aussenhandels.

Konsum, Investitionen, Exporte

Die robuste Inlandnachfrage wird aller Voraussicht nach auch im Jahr 2011 bestehen bleiben und könnte somit eine markantere Abkühlung der Konjunktur verhindern. Trotz des etwas nachlassenden Konsumklimas vergangenen Frühjahrs sollte sich der private Konsum als konjunkturstützend erweisen. Gemäss mehreren Forschungsinstituten wird sich im Verlauf des Jahres 2012 der private Konsum angesichts der realen Lohnkürzungen jedoch etwas verringern, was eine Dämpfung der Binnennachfrage zur Folge hätte.

Die wohl breiteste Stütze der Inlandkonjunktur stellt der Bausektor dar: Infolge tiefer Zinsen, vieler Bauprojekte und steigender Bevölkerung prognostiziert das SECO für die Bauinvestitionen im Jahr 2011 ein Wachstum von 5%. Für das Jahr 2012 sollten sich die Bauinvestitionen hinsichtlich der erwartenden steigenden Zinsen und der verlangsamenden Wirtschaft verringern.

Bis anhin konnten die Exporte der Aufwertung des Frankens bemerkenswert gut standhalten. Die beiden Hauptgründe sind die lebhafte Auslandsnachfrage und die von den Exportunternehmen ergriffenen Massnahmen zur Erhaltung der Wettbewerbsfähigkeit. Die Aufwertung des Frankens setzt sich jedoch stetig fort und eine Änderung dieser Tendenz ist hinsichtlich der internationalen Staatsschuldenproblematiken kurz- bis mittelfristig nicht absehbar. Die verschlechterte Währungssituation dürfte somit die Exporte im Verlauf von 2011 und 2012 stärker belasten.

Emploi/chômage

Le taux de chômage saisonnier de 3,8% en janvier 2011 s'est fortement réduit à 2,9% en mai et signifie ainsi une amélioration du marché du travail. Le chômage partiel a également pu diminuer. Cette évolution est principalement due à la vive conjoncture, mais également à l'entrée en force de la révision de la loi sur l'assurance chômage (LACI) en avril 2011.

Durant l'année 2011, le taux de chômage moyen devrait s'établir à 3,1% selon le SECO. Dès lors, la situation sur le marché du travail devrait rester pour l'heure favorable. Selon toute vraisemblance, cette évolution positive ne devrait pas pouvoir se prolonger en 2012. Selon les prévisions du SECO, le taux de chômage devrait remonter à 3,3% en raison d'une dynamique conjoncturelle en baisse.

Inflation

Malgré le fait que les matières premières, les biens alimentaires et, en particulier, le pétrole présentent des augmentations de prix et qu'ils créent ainsi un risque d'inflation au niveau international, les signes de renchérissement ne sont pas encore significatifs en Suisse; ceci grâce à la revalorisation du franc qui permet une certaine compression des dépenses d'importation. Selon les prévisions du SECO de mars 2011, l'indice des prix à la consommation devrait se situer à 1% pour l'année 2011. Pour 2012, les prévisions d'inflation sont prévues en légère baisse à 0,9%.

Les prévisions de juin 2011 sont quelque peu plus basses que celles de 3 mois auparavant (+0,7% pour 2011 et +0,7% pour 2012). La stabilité des prix est ainsi assurée à court terme. Il faut cependant remarquer que ces prévisions sont accompagnées d'incertitudes marquées.

Taux d'intérêt

Conformément à l'appréciation de la situation de la politique monétaire de juin 2011, la Banque Nationale Suisse (BNS) renonce à une hausse des taux d'intérêt et poursuit dès lors sa politique monétaire expansionniste. La raison se situe en regard du niveau élevé du franc. Ainsi, la marge de fluctuation du taux Libor à 3 mois reste comme l'an passé à 0%-0,75%, l'objectif étant de garder le taux Libor proche de 0,25%.

Même si les prévisions d'inflation pour la Suisse sont prometteuses, il ne sera pas possible pour la BNS de poursuivre la politique monétaire expansive dans les prochaines années sans menacer la stabilité des prix à long terme.

Beschäftigung/Arbeitslosigkeit

Die saisonbereinigte Arbeitslosenquote hat sich von 3,8% im Januar 2011 auf 2,9% im Mai stark reduziert und deutet somit auf eine Verbesserung des Arbeitsmarktes hin. Die Kurzarbeit nahm ebenfalls ab. Diese Entwicklung ist hauptsächlich auf die lebhaftere Konjunktur zurückzuführen, aber auch auf das Inkrafttreten der Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes (AVIG) im April 2011.

Im Jahr 2011 sollte sich gemäss SECO die geschätzte durchschnittliche Arbeitslosenquote um die 3,1% bewegen. Damit bleibt die Arbeitsmarktsituation vorerst günstig. Sehr wahrscheinlich kann sich aber diese positive Entwicklung im Jahr 2012 nicht fortsetzen. Nach Einschätzungen des SECO könnte nämlich im Jahr 2012 die Arbeitslosenquote aufgrund der nachlassenden Konjunkturdynamik auf 3,3% steigen.

Inflation

Obwohl sich weltweit die Rohstoff-, Nahrungsmittel- und insbesondere die Erdölpreise erhöhen und diese beachtliche Inflationsrisiken nach sich ziehen, machen sich in der Schweiz noch keine Teuerungsanzeichen bemerkbar. Dies aufgrund der Frankenaufwertung, welche die Erhöhung der Importpreise etwas aufzufangen vermag. Der Landesindex der Konsumentenpreise beläuft sich nach Einschätzungen der Frühjahresprognose des SECO auf 1% für das Jahr 2011. Im Jahr 2012 wird mit einer etwas tieferen Inflationsrate von 0,9% gerechnet.

Die Prognosen vom Juni 2011 liegen allerdings etwas tiefer als diejenigen 3 Monate zuvor (+0,7% für 2011 und +0,7% für 2012). Die Stabilität der Preise ist somit kurzfristig gesichert. Es ist indes zu beachten, dass die Prognosen mit erheblichen Unsicherheiten behaftet sind.

Zinssätze

Gemäss der geldpolitischen Lagebeurteilung vom Juni 2011 verzichtet die Schweizerische Nationalbank (SNB) vorerst noch auf eine Zinserhöhung und führt damit ihre expansive Geldpolitik fort. Der Grund dazu liegt in der starken Aufwertung des Frankens. So bleibt der Dreimonats-Libor wie im Vorjahr bei 0%-0,75%. Dabei wird ein Libor im unteren Bereich des Zielbandes um 0,25% angestrebt.

Selbst wenn die Inflationsprognosen für die Schweiz vielversprechend sind, wird es für die SNB nicht möglich sein, den eingeschlagenen expansiven Kurs in den kommenden Jahren zu verfolgen, ohne dabei die Preisstabilität längerfristig zu bedrohen.

Perspectives économiques du Valais

A l'image de la Suisse qui a enregistré une rapide et forte reprise, l'économie du Valais a été extrêmement réjouissante en 2010. Durant le premier trimestre de cette année, le canton du Valais a pu maintenir sa vigoureuse conjoncture. Cependant, conformément aux indicateurs économiques de la Banque Cantonale du Valais (BCVs) d'avril 2011, le ralentissement prévu de l'activité économique s'est tout de même fait sentir à partir de fin mars.

Principaux secteurs économiques

Pour l'année 2011, le secteur primaire devrait présenter un taux de croissance stagnant voire légèrement négatif. Toutefois, une faible reprise devrait se présenter en 2012. Cependant, les prévisions de ce secteur sont relativement difficiles à établir en raison des influences climatiques et politiques.

Les effets négatifs du franc fort n'ont pas particulièrement compromis les exportations en début d'année. Au contraire, les exportations du 1er trimestre ont dépassé celles de l'année passée de 9,9% selon la BCVs. Les premiers signes de ralentissement étaient cependant déjà observables vers fin mars et il est à prévoir un nouveau ralentissement des exportations tout au long de 2011.

Comme au niveau national, le canton du Valais peut constater un premier semestre 2011 couronné de succès dans le milieu de la construction. Egalement durant la période printanière, le secteur de la construction a pu poursuivre sa croissance. De même que dans le domaine du génie civil, le secteur du bâtiment présente des commandes et projets supérieurs au même trimestre de l'an passé. Cette réjouissante évolution devrait également se prolonger tout au long de l'année 2011.

Les mauvaises conditions de neige et le renchérissement du franc ont considérablement influencé le tourisme valaisan durant l'année 2010/2011. La demande étrangère pour les nuitées en particulier a fortement diminué. La demande intérieure dans cette branche s'est quant à elle consolidée. Le tourisme a cependant dû supporter une baisse marquée du nombre de nuitées hôtelières: -3,5% selon l'OFS (05.08.2011) pour le premier semestre de cette année en comparaison à celui de l'année dernière. Les prévisions pour l'année en cours et l'année prochaine sont difficiles à estimer, en raison principalement de l'évolution des cours de change.

Perspectives pour 2011 et 2012

Malgré le refroidissement économique général et le franc fort, les prévisions de croissance pour 2011 restent confiantes. Pour l'année 2012, le PIB cantonal devrait cependant perdre en dynamique, comme celui de la Suisse. Ces prévisions sont toutefois accompagnées d'incertitudes (évolution de l'économie suisse, durée et vigueur du renchérissement du franc, évolution de la problématique de la dette publique, etc.) et peuvent donc être soumises à des révisions dans les prochains mois.

Wirtschaftsprognosen für das Wallis

Ebenso wie die Schweiz, welche einen frühen und starken Aufschwung verzeichnen konnte, verlief auch die Walliser Wirtschaft im Jahr 2010 äusserst erfreulich. Im ersten Quartal des laufenden Jahres konnte der Kanton Wallis seine kraftvolle Konjunktur weiter beibehalten. Gemäss des Wirtschaftsindikators der Walliser Kantonalbank (WKB) vom April 2011 machte sich gegen Ende März aber bereits die prognostizierte Verlangsamung der wirtschaftlichen Aktivität bemerkbar.

Wichtigste Wirtschaftszweige

Für das Jahr 2011 sollte der Primärsektor eine stagnierende bis eine leicht negative Wachstumsrate verzeichnen. Allerdings wird für das Jahr 2012 bereits wieder mit einer kleinen Erholung gerechnet. Die Prognosen sind angesichts der klimatischen und politischen Beeinflussung dieses Sektors schwierig festzulegen.

Die negativen Effekte des starken Frankens haben die Exporte zu Beginn dieses Jahres noch nicht sonderlich beeinträchtigt. Im Gegenteil, nach Angaben der WKB übersteigen die Exporte des 1. Quartals diejenigen der Vorjahresperiode um 9,9%. Erste Verlangsamungsanzeichen waren jedoch gegen Ende März bereits sichtbar und im Verlauf von 2011 ist mit einem weiteren Rückgang der Exporte zu rechnen.

Wie die Schweiz kann auch der Kanton Wallis auf ein erfolgreiches erstes Halbjahr 2011 in der Bauwirtschaft zurückblicken. Auch im Verlauf der Frühlingsperiode konnte die Bauwirtschaft ihr Wachstum weiter ausbauen. Sowohl der Tief- als auch der Hochbau weisen höhere Quoten der Arbeitsvorräte und der Bauvorhaben als im Vorjahresquartal aus. Diese erfreulichen Entwicklungen sollten sich durch das Jahr 2011 hindurchziehen.

Die schlechten Schneeverhältnisse und die Aufwertung des Frankens haben den Walliser Tourismus im Winter 2010/2011 erheblich beeinträchtigt. Insbesondere die Auslandsnachfrage nach Logiernächten war stark rückläufig. Die Inlandsnachfrage erwies sich auch in diesem Wirtschaftszweig als festigend. Dennoch musste der Tourismus einen markanten Rückgang von geschätzten -3,5% der Anzahl Hotelübernachtungen hinnehmen (BFS vom 05.08.2011). Prognosen für das laufende und das nächste Jahr sind schwierig, zumal sie hauptsächlich von der Entwicklung des Wechselkurses abhängen.

Prognosen 2011 und 2012

Trotz der generellen wirtschaftlichen Abkühlung und des starken Frankens bleiben die Prognosen für das Wachstum im Jahr 2011 zuversichtlich. Für das Jahr 2012 soll das kantonale BIP jedoch an Dynamik verlieren, so wie dasjenige der Schweiz. Diese Prognosen sind allerdings erheblichen Unsicherheiten (Verlauf der Schweizer Wirtschaft, Dauer und Stärke der Aufwertung des Frankens, Entwicklung der Staatsschuldenproblematik, usw.) ausgesetzt und könnten deshalb in den kommenden Monaten noch revidiert werden.

Finances du secteur public

Selon les comptes des années précédentes, il ressort que le secteur public a bien résisté à la récession déclenchée par la crise financière et économique de 2008. Les déficits prévus ne se sont pas réalisés et les finances publiques ont évolué favorablement et ce, contrairement aux prévisions de l'année passée. Comme déjà indiqué dans le message du Conseil d'Etat relatif au compte 2010, cette situation est due principalement à une reprise étonnamment vigoureuse de l'économie suisse durant l'année dernière.

Le taux d'endettement du secteur public, qui est tombé en dessous de 40% du PIB à la fin de l'année 2010, indique une situation financière suisse très favorable en comparaison internationale. Selon les estimations du Département fédéral des finances (DFF), le taux d'endettement devrait même baisser jusqu'à 35,9% d'ici 2012.

La situation est bien différente pour les pays de la zone euro, mais aussi pour les Etats-Unis et le Japon. La situation financière de ces pays s'est fortement aggravée et ce, en raison de très hauts taux d'endettement. Plusieurs pays ont planifié, voire mis en œuvre des plans d'austérité. Certains ont même déjà bénéficié de plans de sauvetage spécifiques afin de pouvoir restructurer leurs dettes. De plus, les perspectives de croissance économique de nombreux pays industriels laissent entrevoir une croissance stagnante à faible, ce qui péjorera encore leur situation d'endettement.

Au vu de la mauvaise situation financière internationale et de l'évolution du taux de change du franc suisse qui y est fortement liée, l'évolution future des finances du secteur public suisse appelle à la prudence. La vigueur et la durabilité de l'appréciation du franc suisse a, comme indiqué, des effets négatifs sur le secteur des exportations, mais également sur l'ensemble de l'économie suisse. De même, l'évolution du franc suisse aura aussi des conséquences sur la distribution future des bénéfices de la BNS.

Enfin des conséquences – non encore perceptibles – de la crise financière et immobilière de 2008 sont encore possibles dans le secteur public.

Finances de la Confédération

Selon les statistiques financières publiées par le Département fédéral des finances (DFF) et son communiqué de presse du 30 juin 2011, le budget ordinaire 2011 se solde par un déficit de 600 mios. Cependant, au vu de la conjoncture économique actuelle, le compte pourrait toutefois présenter un résultat positif.

Le budget 2012 présente un solde équilibré avec 64,1 mrd de recettes et de dépenses. En regard du

Finances der öffentlichen Hand

Aus den Rechnungsabschlüssen der vergangenen Jahre geht hervor, dass die öffentlichen Haushalte der Schweiz die Rezession, ausgelöst durch die globale Finanz- und Wirtschaftskrise des Jahres 2008 gut überstanden haben. So sind die ursprünglich erwarteten Defizite nicht eingetreten und die Finanzen der öffentlichen Hand haben sich entgegen den Prognosen des letzten Jahres günstig entwickelt. Wie bereits in der Botschaft des Staatsrates anlässlich der Rechnung 2010 erwähnt wurde, wird dies der überraschend guten Konjunktorentwicklung der Schweizer Wirtschaft verdankt.

Auch der Verschuldungsgrad der öffentlichen Haushalte, der sich seit Ende 2010 auf unter 40% des BIP beläuft, deutet auf eine erfreuliche Finanzlage der Schweiz im internationalen Vergleich hin. Die Schuldenquote soll nach Einschätzung des Eidgenössischen Finanzdepartements (EFD) bis 2012 gar auf 35,9% sinken.

Ein ganz anderes Bild zeichnet sich für die Länder der Eurozone, aber auch für die USA und Japan ab. Die finanzielle Lage dieser Länder hat sich wegen des hohen Verschuldungsgrades weiter verschärft. In einigen Ländern sind bereits Sparpläne geplant oder gar eingeführt worden. Auch kam es in gewissen Staaten durch spezifische Rettungspakete zu einer Umstrukturierung der Schulden. Überdies weisen die Prognosen vieler Industrieländer auf ein stagnierendes bis tiefes Wachstum hin, was ihre Verschuldungssituation noch weiter verschlechtert.

Angesichts der international schlechten Finanzlage und der damit verbundenen Wechselkursentwicklung des Schweizer Frankens ist für den weiteren Verlauf der Finanzen der schweizerischen öffentlichen Haushalte besondere Vorsicht geboten. Eine dauernde Stärke des Frankens hat – wie bereits erwähnt – negative Auswirkungen auf die Exportwirtschaft, aber auch auf die Schweizer Wirtschaft im Allgemeinen. Zugleich wird die Entwicklung des Schweizer Frankens Folgen auf die zukünftige Gewinnausschüttung der SNB haben.

Nicht zu vergessen sind auch mögliche Nachwirkungen der Finanz- und Immobilienkrise 2008 auf den öffentlichen Sektor.

Bundesfinanzen

Gemäss den vom eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) publizierten Finanzstatistiken und seiner Pressemitteilung vom 30. Juni 2011 schloss das Budget 2011 mit einem Defizit von 600 Mio. ab. In Anbetracht der aktuellen wirtschaftlichen Konjunktur könnte die Rechnung jedoch ein positives Ergebnis ausweisen.

Das Budget 2012 weist einen ausgeglichenen Saldo der Einnahmen und der Ausgaben von 64,1 Mrd. aus.

budget 2011, l'augmentation des recettes est de 3,5% et les dépenses augmentent de 2,4%.

Comparées aux recettes 2011 nouvellement estimées, celles prévues au budget 2012 ne progressent que de 0,9%. Cette faible augmentation s'explique par les différentes réformes qui concernent l'impôt fédéral direct (-1 mrd./réforme de l'imposition des familles, compensation de la progression à froid, 2^e réforme de l'imposition des entreprises) et qui déploient pleinement leurs effets en 2012, mais également par d'importantes diminutions de recettes liées notamment aux bénéficiaires de la BNS (-500 mio) et aux droits de timbre (-305 mio/suppression des droits d'émission sur les emprunts prévue dans le projet «too big to fail» qui sera approuvé cet automne).

Finances des cantons et des communes valaisannes

En 2010, les cantons ont présenté dans leurs comptes des résultats réjouissants. Les déficits annoncés ne se sont pas réalisés. Au contraire, la plupart des cantons ont enregistré des résultats meilleurs que budgétés.

Pour ce qui est de la situation financière des communes valaisannes en 2010, cette dernière peut être considérée comme très bonne, voire excellente. Malgré une conjoncture difficile, les communes valaisannes ont bien supporté les effets de la crise économique et financière.

Cependant, des conséquences liées à cette crise de 2008 sur les finances des communes valaisannes et des cantons suisses sont encore possibles. La forte appréciation du franc suisse, mais aussi la crise actuelle des dettes publiques, par exemple, appellent d'ores et déjà à la prudence.

Im Vergleich zum Budget 2011 stiegen die Einnahmen um 3,5% und die Ausgaben um 2,4%.

Im Vergleich zu den Einnahmen 2011 nahmen die im Budget 2012 geplanten Einnahmen nur um 0,9% zu. Diese schwache Zunahme erklärt sich nicht nur durch verschiedene Reformen hinsichtlich der direkten Bundessteuer (-1 Mrd./Familienbesteuerungsreform, Ausgleich der kalten Progression, die 2. Unternehmenssteuerreform), deren Auswirkungen sich im Jahr 2012 voll entfalten, sondern auch durch eine signifikante Abnahme der Einnahmen im Zusammenhang mit den SNB-Gewinnen (-500 Mio.) und der Stempelsteuer (-305 Mio./Wegfall der Emissionsabgaben für Darlehen, vorgesehen im Projekt «too big to fail», das diesen Herbst unterbrochen wird).

Finanzen der Kantone und der Walliser Gemeinden

Die Kantone schlossen 2010 mit erfreulichen Rechnungsergebnissen ab. Die angekündigten Defizite blieben aus. Im Gegenteil: Die meisten Kantone weisen höhere Ertrags- oder niedrigere Aufwandüberschüsse aus als budgetiert.

Was die Finanzsituation der Walliser Gemeinden angeht, so war diese im Jahr 2010 gut, ja sogar ausgezeichnet. Trotz eines schwierigen konjunkturellen Umfelds kamen die Walliser Gemeinden gut mit den Auswirkungen der Wirtschafts- und Finanzkrise zurecht.

Trotzdem ist es immer noch möglich, dass sich die Folgen dieser Krise von 2008 in den Finanzen der Walliser Gemeinden und der Schweizer Kantone niederschlagen. Die massive Aufwertung des Schweizer Frankens, aber auch z.B. die aktuelle Schuldenkrise vieler Staaten mahnen zur Vorsicht.

Elaboration du budget : lignes directrices

Lors de l'élaboration du présent budget, le Conseil d'Etat a tenu compte des dispositions et paramètres ci-après.

La règle du «double frein»

Depuis 2004, le Valais suit la règle d'équilibre financier matérialisée dans la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement du 9 juin 2004. L'article 3 al. 3 de la LGCAF stipule que le compte de fonctionnement et le compte d'investissement doivent être équilibrés chaque année, assurant ainsi une couverture à 100% des investissements nets. Un des objectifs généraux du budget 2012 est de garantir l'application de l'article constitutionnel auquel se réfère la loi (art. 25 al. 1 Cst VS). Avec un excédent de revenus et un excédent de financement, le budget 2012 remplit ces exigences.

La planification intégrée pluriannuelle 2011-2014

Le présent budget est fondé sur la planification intégrée pluriannuelle (PIP) 2011-2014.

Cependant, le budget 2012 se différencie de la PIP 2011-2014 dans la mesure où différents éléments non valorisés ou partiellement valorisés dans la planification ont été pris en considération dans le cadre du budget 2012 (notamment les éléments liés à la réforme de la péréquation financière et de la nouvelle répartition des tâches entre le canton et les communes). De plus, au vu de l'évolution de ces derniers mois, de nouveaux éléments ont été corrigés à la baisse, voire même supprimés, telle que, par exemple, la recette liée à la distribution des bénéficiaires de la BNS.

La croissance des dépenses

Pour le budget 2012, le Conseil d'Etat a fixé en avril 2011 le taux de renchérissement à 0,9%. Ce paramètre se répercute sur la masse salariale du personnel de l'Etat, mais également sur l'ensemble des autres dépenses, toutes positions confondues. Cela permet ainsi de limiter, dans toute la mesure du possible, la croissance de l'ensemble des dépenses à l'évolution du coût de la vie, sous réserve de l'évolution des charges exogènes relatives notamment aux coûts induits liés aux investissements antérieurs et à la croissance du volume des prestations publiques.

La budgétisation des recettes

L'estimation et la budgétisation des recettes se basent sur les chiffres du compte de l'année 2010, sur l'évolution intervenue aux comptes des années précédentes, sur les informations et perspectives financières et économiques, ainsi que sur le principe de prudence notamment pour ne pas surestimer les recettes.

Leitlinien für die Budgeterarbeitung

Bei der Erarbeitung des vorliegenden Budgets hat der Staatsrat die folgenden Bestimmungen und Parameter berücksichtigt.

Die doppelte Ausgaben- und Schuldenbremse

Seit 2004 folgt das Wallis der Bestimmung über das finanzielle Gleichgewicht, die im Gesetz vom 9. Juni 2004 über die Ausgaben- und Schuldenbremse verankert ist. Artikel 3 Abs. 3 des FHG legt fest, dass die Laufende Rechnung und die Investitionsrechnung jedes Jahr ausgeglichen sein müssen, so dass eine 100%-Deckung der Netto-Investitionen gesichert ist. Eines der allgemeinen Ziele des Budgets 2012 besteht darin, die Einhaltung des Verfassungsartikels zu gewährleisten, auf den sich das Gesetz stützt (Art. 25 Abs. 1 KV VS). Mit einem Ertragsüberschuss und einem Finanzierungsüberschuss erfüllt das Budget 2012 diese Anforderungen.

Die integrierte Mehrjahresplanung 2011-2014

Das aktuelle Budget basiert auf der integrierten Mehrjahresplanung (IMP) 2011-2014.

Allerdings unterscheidet sich das Budget 2012 insofern von der IMP 2011-2014, dass verschiedene unbewertete oder teilweise bewertete Elemente im Budget 2012 mitberücksichtigt wurden (insbesondere die Elemente im Zusammenhang mit dem Finanzausgleich und der neuen Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden). Ausserdem wurden angesichts der Entwicklung der letzten Monate neue Elemente nach unten korrigiert oder sogar ganz weggelassen, wie zum Beispiel die Einnahmen aus der Gewinnverteilung der SNB.

Ausgabenwachstum

Im April 2011 hat der Staatsrat den Teuerungssatz für das Budget 2012 auf 0,9% festgelegt. Dieser Parameter wirkt sich auf die Lohnsumme des Staatspersonals aus, aber auch auf die Gesamtheit der anderen Ausgaben – über alle Posten hinweg. Damit kann der Anstieg aller Ausgaben im Verhältnis zur Entwicklung der Lebenskosten so gut wie möglich eingegrenzt werden, unter Vorbehalt der Entwicklung der exogenen Kosten, die vor allem im Zusammenhang mit den induzierten Kosten der vorgängig getätigten Investitionen und dem steigenden Volumen der öffentlichen Leistungserbringung stehen.

Die Budgetierung der Erträge

Die Schätzung und die Budgetierung der Erträge erfolgen basierend auf den Zahlen der Rechnung 2010, auf der Entwicklung der Vorjahresrechnungen, auf den Finanz- und Wirtschaftsprognosen und -informationen sowie gemäss dem Grundsatz der Vorsicht, damit vor allem die Erträge nicht überschätzt werden.

Priorités d'action 2012 du Conseil d'Etat

Objectifs par domaine d'intervention

Lors de l'élaboration de sa planification intégrée pluriannuelle 2010-2013, le Gouvernement a arrêté trois thèmes porteurs et fixé des objectifs à moyen terme pour les 15 principaux domaines d'intervention de l'Etat. En 2012, ces objectifs sont précisés par les priorités résumées ci-dessous et détaillées dans les mandats de prestations politiques figurant dans le volume «Compte administratif».

Thèmes porteurs de la législation (rappel)

- l'administration en ligne;
- le bilinguisme;
- les institutions.

Gouvernance

- mise en oeuvre du concept pour la promotion des intérêts du canton sur la scène fédérale;
- poursuite de l'optimisation et de l'informatisation des processus décisionnels clés au sein de l'administration (projet «ECM»);
- extension des services en ligne à destination des usagers des prestations de l'administration (cyber-administration).

Finances et personnel

- révision partielle de la loi fiscale;
- mise en vigueur et suivi des nouvelles dispositions concernant CPVAL: passage à la primauté des cotisations - recapitalisation - mesures complémentaires de renforcement de la situation financière;
- mise en vigueur et suivi de la deuxième étape RPT II: désenchevêtrement des tâches canton/communes et nouvelle péréquation financière intercommunale.

Institutions

- révision partielle de la Constitution (libertés individuelles et droits fondamentaux);
- révision de la loi sur les incompatibilités et des dispositions en matière de récusation;
- élaboration d'un projet de loi sur les violences domestiques.

Santé

- mise en oeuvre, dès le 1^{er} janvier 2012, des nouvelles dispositions fédérales sur le financement hospitalier (en particulier le libre choix de l'hôpital en Suisse et le financement forfaitaire SwissDRG);
- mise en oeuvre des recommandations de l'audit externe du Réseau Santé Valais (RSV), de l'Institut central des hôpitaux valaisans (ICHV) et de l'Observatoire valaisan de la santé (OVS) décidées par le Conseil d'Etat.

Sécurité

- suivi de la mise en application des 13 mesures présentées dans le rapport final du groupe de travail

Prioritäten 2012 des Staatsrates

Ziele nach Sachbereichen

Bei der Erarbeitung der integrierten Mehrjahresplanung 2010-2013 hat die Regierung drei Schwerpunkte festgelegt und mittelfristige Ziele für die 15 wichtigsten Handlungsbereiche des Staates definiert. Für 2012 werden diesen Zielen die nachstehenden Prioritäten zugeordnet. Eine detaillierte Übersicht findet sich im Band «Politische Leistungsaufträge».

Schwerpunkte der Legislatur (zur Erinnerung)

- die Onlineverwaltung;
- die Zweisprachigkeit;
- die Institutionen.

Governance

- Umsetzung des Konzepts zur Vertretung der Interessen des Kantons auf Bundesebene;
- Weiterführung der Optimierung und Informatisierung der wichtigsten Entscheidungsprozesse innerhalb der Kantonsverwaltung (Projekt «ECM»);
- Ausbau der Online-Services für die Nutzer der Dienstleistungen der Kantonsverwaltung (Cyber-Administration).

Finanzen und Personal

- Teilrevision des Steuergesetzes;
- Umsetzung und Verlaufskontrolle der neuen Bestimmungen betreffend PKWAL: Übergang zum Beitragsprimat - Rekapitalisierung - ergänzende Massnahmen zur Verbesserung der Finanzsituation;
- Umsetzung und Verlaufskontrolle der zweiten Etappe der NFA II: Aufgabenteilung Kanton/Gemeinden und neuer interkommunaler Finanzausgleich.

Institutionen

- Teilrevision der Verfassung (individuelle Freiheiten und Grundrechte);
- Revision des Gesetzes über die Unvereinbarkeiten und der Bestimmungen betreffend Ausstand;
- Erarbeitung eines Gesetzesentwurfs betreffend häusliche Gewalt.

Gesundheitswesen

- Umsetzung der neuen Bundesbestimmungen zur Spitalfinanzierung ab 1. Januar 2012 (insbesondere freie Spitalwahl innerhalb der Schweiz und Pauschalfinanzierung SwissDRG);
- Umsetzung der Empfehlungen des externen Audits über das Gesundheitsnetz Wallis (GNW), das Zentralinstitut der Walliser Spitäler (ZIWS) und das Walliser Gesundheitsobservatorium (WGO) gemäss Staatsratsentscheid.

Sicherheit

- Fortführung der Umsetzung der 13 Massnahmen, welche die Arbeitsgruppe «Sicherheit dans le

«Sécurité dans le Chablais et la région de Martigny»;

- mise en place de synergies entre la police cantonale et les polices municipales par le regroupement de ces dernières en polices intercommunales et/ou la réunion des deux entités sous le même toit (Postulat 1.065);
- mise en application du concept cantonal de la protection civile;
- développement de l'analyse des risques par l'observatoire cantonal des risques (OCRI) et réalisation du concept cantonal sur les séismes;
- mise en exploitation du nouveau centre de contrôle des véhicules et du centre de contrôle du trafic lourd (CCTL) à St Maurice en collaboration avec la police cantonale;
- développement du projet de délocalisation du site de Sion (SCN);
- mise en application progressive des résultats de l'audit général du système carcéral valaisan (décidée par le Conseil d'Etat le 28 avril 2010).

Affaires sociales et intégration

- mise en place des centres de compétences de formation pour migrants dans les trois régions du canton (selon dispositions légales fédérales);
- amélioration du système d'avance des pensions alimentaires;
- établissement du nouveau concept d'intégration selon les exigences de la politique fédérale.

Education, formation et jeunesse

- statut et traitement du personnel enseignant: mise en vigueur au début de l'année scolaire et élaboration des ordonnances et règlements d'application découlant des modifications législatives retenues;
- harmoS: modification de l'âge d'entrée à l'école par étape, passage généralisé à l'école enfantine obligatoire par étape (dès 2012/2013, en lien avec la loi sur l'enseignement primaire) et introduction progressive des plans d'études (PER/Lehrplan);
- loi sur l'enseignement primaire;
- nouveau CO: mise en vigueur du nouveau CO pour la 2^e année de programme à la rentrée scolaire 2012/2013 et introduction progressive des nouvelles grilles horaires (en lien avec le PER);
- mise en place du concordat sur la pédagogie socialisée;
- harmonisation des textes de la législation dans le cadre de la réalisation de la fusion entre le domaine Santé-Social et les domaines Economie&Services et Sciences de l'ingénieur (dans le cadre de l'accord intercantonal sur la HES-SO);
- mise en place de «Valais-Université» et du «campus» valaisan;
- réflexion sur l'organisation des écoles professionnelles, en tenant compte, notamment, des effectifs, du nombre de classes, des types de profession, des localisations des bâtiments et des synergies possibles avec d'autres établissements;
- mise en place d'un examen systématique après

Chablais et la région de Martigny» in ihrem Schlussbericht präsentiert hat;

- Verstärkung der Synergien zwischen der Kantonspolizei und den Gemeindepolizeien durch die Bildung interkommunaler Polizeien und/oder die Vereinigung beider Polizeikörper unter einem Dach (Postulat 1.065);
- Umsetzung des kantonalen Zivilschutzkonzepts;
- Weiterentwicklung der Risikoanalyse durch das Kantonale Observatorium der Risiken (KORI) und Umsetzung des kantonalen Erdbebenkonzepts;
- Inbetriebnahme des neuen Automobilkontrollzentrums und des neuen Schwerverkehrskontrollzentrums (SVKZ) in St-Maurice in Zusammenarbeit mit der Kantonspolizei;
- Vorantreiben des Projekts für die Standortverlagerung der DSUS in Sitten;
- Schrittweise Umsetzung der Ergebnisse des allgemeinen Audits über die Walliser Strafanstalten (Staatsratsentscheid vom 28. April 2010).

Sozialwesen und Integration

- Errichtung von Kompetenzzentren für die Bildung von Migranten in den drei Regionen des Kantons (gemäss Bundesbestimmungen);
- Optimierung des Systems für die Vorschüsse von Unterhaltsbeiträgen;
- Erarbeitung des neuen Integrationskonzepts gemäss Bundesbestimmungen.

Erziehung, Bildung und Jugend

- Statut und Besoldung des Lehrpersonals: Inkraftsetzung zu Beginn des Schuljahres sowie Ausarbeitung der Verordnungen und Anwendungsreglemente, die sich aus den Gesetzesänderungen herleiten;
- HarmoS: stufenweise Anpassung des Schuleintrittsalters, schrittweiser Übergang zum allgemein obligatorischen Kindergarten (ab 2012/2013, gekoppelt mit dem Primarschulgesetz), schrittweise Einführung der Lehrpläne (PER/ Lehrplan);
- Gesetz über die Primarschule;
- Neue OS: Umsetzung der neuen OS (2. Programmjahr) ab Schulbeginn 2012/2013 und schrittweise Einführung der neuen Stundenpläne (gekoppelt mit PER);
- Umsetzung des Sonderpädagogik-Konkordats;
- Harmonisierung der Gesetzestexte im Rahmen der Zusammenlegung der Bereiche Gesundheit & Soziales und Wirtschaft & Dienstleistungen sowie Ingenieurwissenschaften (in Zusammenhang mit der interkantonalen Vereinbarung über die HES-SO);
- Realisierung des Projekts «Wallis-Universitäten» und ein Walliser «Campus»;
- Überlegungen zur Organisation der Berufsfachschulen, namentlich unter Berücksichtigung der Schülerbestände, Anzahl Klassen, Berufsarten, Schulstandorte und möglichen Synergien mit anderen Einrichtungen;
- Einrichtung einer systematischen Abklärung nach

deux ans de traitement par un centre d'expertise neutre des prises en charge logopédiques d'enfants souffrant de graves troubles d'élocution ;

- collaboration à la mise en application du contrat de prestations entre le SCJ et le RSV dans le domaine de la pédopsychiatrie ;
- adaptation de la pratique en vue de l'entrée en vigueur du nouveau droit tutélaire au 1^{er} janvier 2013 ;
- adaptation de la gestion des mesures de curatelle éducative CCS art. 308 al. 1 et 2 en lien avec la RPT II.

Culture et sport

- élaboration du dispositif de soutien aux arts visuels ;
- réalisation de la première phase des travaux du centre pour la culture et la connaissance (Médiathèque Valais, Archives cantonales et Encouragement des activités culturelles) sur le site des arsenaux ;
- préparation du Musée de la nature ;
- présentation de la loi sur le sport au Grand Conseil ;
- mise en place de la nouvelle organisation cantonale du sport et de la nouvelle structure du sport ;
- mise en œuvre de mesures visant à obtenir l'organisation de manifestations sportives d'importance majeures et exceptionnelles auxquelles le canton aspire jusqu'en 2025.

Informatique

- ECM (Enterprise Content Management): suivi du projet ;
- mise en place d'un nouvel organigramme, incluant notamment la séparation de la responsabilité des tâches du Chef de service et du Délégué aux questions informatiques ;
- SCC 2015: modernisation des programmes informatiques du Service cantonal des contributions ;
- migration des postes de travail de l'Administration cantonale: Windows 7 et Office 10.

Economie

- réalisation de la stratégie de développement économique (prise en compte des mesures de l'Agenda 21), définition des mesures spécifiques et concrètes, de manière participative, communication ;
- élaboration d'un concept d'amélioration des conditions-cadres du tourisme valaisan et, notamment, mise en œuvre de l'observatoire valaisan du tourisme et mise en place d'une structure de promotion intersectorielle unique ;
- définition et mise en place d'une stratégie cantonale pour anticiper l'évolution future des paiements directs dans le cadre du projet de politique agricole PA 2017 ;
- réalisation des stratégies Viti 2015, Arbo 2015 et Production animale 2015 ;
- introduction d'un système de prise en charge des jeunes (Transition I: Ecole-Formation).

Energie

- consultation relative à la stratégie de la politique

zwei Jahren logopädischer Behandlung von Kindern mit schwerwiegenden Sprachstörungen, welche durch ein neutrales Expertisenzentrum erfolgt ;

- Mitarbeit bei der Umsetzung des Leistungsvertrags zwischen der KDJ und dem GNW im Bereich der Kinderpsychiatrie ;
- Praxisanpassung im Hinblick auf das Inkrafttreten des neuen Vormundschaftsrechts per 1. Januar 2013 ;
- Anpassung der Organisation der Erziehungsbeistandschaft, Art. 308 Abs. 1 und 2 ZGB, in Verbindung mit der NFA II.

Kultur und Sport

- Erarbeitung des Unterstützungsprogramms für visuelle Kunst ;
- Realisierung der ersten Phase des Zentrums für Kultur und Wissen (Mediathek Wallis, Kantonsarchiv und Kulturförderung) in den Zeughaus-Räumlichkeiten ;
- Vorbereitung des Naturmuseums ;
- Präsentation des Gesetzes über den Sport im Grossen Rat ;
- Umsetzung der neuen kantonalen Sportorganisation und -struktur ;
- Umsetzung der Massnahmen zur Förderung der Durchführung wichtiger und ausserordentlicher Sportanlässe im Wallis bis 2025.

Informatik

- ECM (Enterprise Content Management): Weiterführung des Projekts ;
- Einführung eines neuen Organigramms, in welchem namentlich die Verantwortung für die Aufgaben des Dienstchefs und des Delegierten für Informatikfragen klar getrennt wird ;
- KSV 2015: Modernisierung der Informatikprogramme der Kantonalen Steuerverwaltung ;
- Migration der Arbeitsplätze der Kantonsverwaltung: Windows 7 und Office 10.

Wirtschaft

- Umsetzung der Strategie der Wirtschaftsentwicklung (Agenda 21); partizipative Definition der spezifischen und konkreten Massnahmen; Kommunikation ;
- Erarbeitung eines Konzepts zur Verbesserung der Rahmenbedingungen des Walliser Tourismus, insbesondere die Schaffung eines Walliser Tourismusobservatoriums und einer branchenübergreifenden Vermarktungsgesellschaft ;
- Erarbeitung und Umsetzung einer kantonalen Strategie zur Antizipation der künftigen Entwicklung der Direktzahlungen im Rahmen des Projekts Agrarpolitik AP 2017 ;
- Umsetzung der Strategien von Viti 2015, Arbo 2015 und Tierproduktion 2015 ;
- Einführung eines Betreuungssystems für Jugendliche (Übergang I: Schule - Ausbildung).

Energie

- Vernehmlassung der energiepolitischen Strategie,

énergétique du canton du Valais, préparation des premières modifications législatives, mise en application progressive des mesures décidées;

- conduite et adaptation des programmes de promotion énergétique en fonction de la politique fédérale et de l'évolution du marché.

Territoire

- révision des objectifs d'aménagement du territoire et élaboration de l'avant-projet de concept cantonal de développement territorial dans le cadre de la révision totale du Plan Directeur Cantonal;
- élaboration d'un master plan pour l'hébergement touristique et adaptation du Plan Directeur;
- réalisation du projet RF 2020.

Transports

- soutien par le biais du comité Lötschberg à l'exploitation de la transversale ferroviaire de base du Lötschberg-Simplon et poursuite de la planification de sa réalisation complète à double voie;
- démarrage des études ZEB (2^e étape de RAIL 2000).

Equipement

- construction en étapes des quatre tronçons de l'autoroute A9 entre Sierre-est, Loèche, Gampel et Viège-est dans le respect de la planification financière à long terme de la Confédération pour l'achèvement du réseau des routes nationales;
- démarches pour l'intégration des routes cantonales concernées dans les réseaux fédéraux de base et complémentaires en cours de définition par la Confédération (prévue pour 2014);
- adoption du plan d'aménagement du Rhône (PA-R3) après connaissance des résultats de l'expertise en cours;
- poursuite des travaux des salles de gymnastique de Sion, Brigue et Viège;
- début des travaux de la Médiathèque Valais à Sion;
- poursuite des travaux du Centre de contrôle régional des véhicules (CCRV) à St-Maurice.

Environnement

- mise en oeuvre des mesures de protection contre les incendies de forêt selon le concept cantonal;
- élaboration du Plan forestier cantonal;
- démarrage des programmes d'entretien des ouvrages de protection par grande région;
- contrôle de l'assainissement des sites contaminés de l'industrie chimique et de l'industrie de l'aluminium.

Vorbereitung der ersten Anpassungen auf Gesetzesebene, schrittweise Umsetzung von beschlossenen Massnahmen;

- Fortführung und Anpassung der energetischen Förderprogramme in Abhängigkeit der Eidgenössischen Politik und der Entwicklung des Marktes.

Raumplanung

- Revision der raumplanerischen Ziele und Ausarbeitung des Vorentwurfes des kantonalen Raumplanungskonzeptes im Rahmen der Gesamtrevision des kantonalen Richtplans;
- Erarbeitung eines Masterplans für die touristische Beherbergung und Anpassung des kantonalen Richtplans;
- Realisierung des Projekts GB 2020.

Verkehr

- Unterstützung des Betriebs der Eisenbahnverbindung Lötschberg-Simplon via Lötschberg-Komitee und Weiterführung der Planung für den doppelspurigen Vollausbau;
- Beginn der Studien zur ZEB (2. Etappe von Bahn 2000).

Bau

- Etappenweiser Bau der vier Abschnitte der Autobahn A9 zwischen Siders-Ost, Leuk, Gampel und Visp-Ost unter Einhaltung der langfristigen Finanzplanung des Bundes zur Fertigstellung des Nationalstrassennetzes;
- Einleiten von Schritten zur Integration der Kantonsstrassen in das eidgenössische Basis- und Ergänzungsnetz, das gegenwärtig vom Bund definiert wird (vorgesehen für 2014);
- Genehmigung des generellen Projekts für die 3. Rhonekorrektur (GP-R3) nach Vorliegen der Ergebnisse der laufenden Expertise;
- Weiterführung der Arbeiten für die Turnhallen in Sitten, Brig und Visp;
- Beginn der Arbeiten für die Mediathek Wallis in Sitten;
- Weiterführung der Arbeiten für das regionale Fahrzeug- Kontrollzentrum (RFKZ) in St. Maurice.

Umwelt

- Umsetzung der Massnahmen zur Waldbrandverhütung gemäss kantonalem Konzept;
- Ausarbeitung eines kantonalen Waldentwicklungsplans;
- Lancierung von Programmen nach Grossregionen zur Instandhaltung der Schutzbauten;
- Kontrolle der Altlastensanierung der chemischen Industrie und der Aluminiumindustrie.

Données financières

Finanzdaten

Aperçu général

Gesamtüberblick

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	2'890.2	2'880.1	3'044.7	164.6	Ertrag
Charges	2'818.1	2'857.5	3'042.0	184.5	Aufwand
Excédent de revenus	72.1	22.6	2.7	-19.9	Ertragsüberschuss
Compte d'investissement					Investitionsrechnung
Dépenses	551.7	550.5	540.9	-9.6	Ausgaben
Recettes	314.6	324.6	358.2	33.6	Einnahmen
Investissements nets	237.1	225.9	182.7	-43.3	Netto-Investitionen
Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	72.1	22.6	2.7	-19.9	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	262.7	206.9	181.8	-25.1	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Marge d'autofinancement	334.8	229.5	184.6	-45.0	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	237.1	225.9	182.7	-43.3	Netto-Investitionen
Excédent de financement	97.6	3.6	1.9	-1.7	Finanzierungsüberschuss
Degré d'autofinancement	141.2%	101.6%	101.0%	-0.6%	Selbstfinanzierungsgrad

Compte de fonctionnement

Laufende Rechnung

Présentation échelonnée du résultat sans les imputations internes

Gestaffelte Präsentation ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	2'503.3	2'626.3	2'834.5	208.2	Betrieblicher Aufwand
Revenus d'exploitation	2'692.8	2'722.0	2'837.1	115.1	Betrieblicher Ertrag
Résultat d'activités d'exploitation	189.5	95.6	2.5	-93.1	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières	22.0	20.9	36.6	15.8	Finanzaufwand
Revenus financiers	42.2	34.5	51.5	17.1	Finanzertrag
Résultat d'activités de financement	20.2	13.6	14.9	1.3	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	209.7	109.2	17.4	-91.8	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	159.9	86.7	24.7	-61.9	Ausserordentliche Aufwände
Revenus extraordinaires	22.3	-	10.0	10.0	Ausserordentliche Erträge
Résultat extraordinaire	-137.6	-86.7	-14.7	71.9	Ausserordentliches Ergebnis
Résultat total du compte de résultat	72.1	22.6	2.7	-19.9	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

Le budget 2012 présente des résultats positifs avec un excédent de revenus de 2,7 mios et un excédent de financement de 1,9 mio.

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 3,045 mrds et un total de charges de 3,042 mrds. Il clôture avec un excédent de revenus de 2,7 mios. Le frein aux dépenses est ainsi respecté.

Avant prise en compte des amortissements ordinaires du patrimoine administratif d'un montant de 157,1 mios et des amortissements supplémentaires pour 24,7 mios, le compte de fonctionnement dégage une marge d'autofinancement (cash flow) de 184,6 mios, en diminution de 45 mios par rapport au budget 2011.

Le compte d'investissement présente des dépenses brutes de 540,9 mios, couvertes à hauteur de 358,2 mios par des recettes. Les investissements nets se montent ainsi à 182,7 mios.

Les dépenses nettes d'investissements sont intégralement couvertes par la marge d'autofinancement qui se dégage du compte de fonctionnement. Il en résulte un excédent de financement de 1,9 mio et un degré d'autofinancement de 101%. Le frein à l'endettement est ainsi respecté et la situation financière du canton se maintient.

Le budget 2012 est marqué par la prise en considération des incidences financières du projet de réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre le canton et les communes (RPT II-VS), dont l'entrée en vigueur est prévue au 01.01.2012. Le budget prend en compte le projet avant le traitement en 2^e lecture au Grand Conseil (session de septembre 2011).

Le projet RPT II-VS est un projet de réforme institutionnelle d'envergure comprenant 9 lois nouvelles ou totalement révisées ainsi que 21 modifications partielles de lois. Cette réforme implique pour l'essentiel:

- la suppression de la composante péréquative pour l'ensemble des subventions;
- l'introduction de nouveaux instruments dans le cadre de la péréquation financière: péréquation des ressources et compensation des charges;
- l'unification et la simplification des procédures et des pratiques;
- l'harmonisation des taux de subventionnement (70% pour le canton et 30% pour les communes) dans les 4 secteurs principaux que sont l'enseignement, les soins de longue durée, le domaine social et les routes.

Basé sur l'année 2008, un bilan global RPT II-VS, reprenant l'ensemble des modifications des flux financiers entre le canton et les communes, a été établi et présenté, au terme des travaux de la 2^e com-

Das Budget 2012 weist positive Ergebnisse aus und schliesst mit einem Ertragsüberschuss von 2,7 Mio. Franken sowie einem Finanzierungsüberschuss von 1,9 Mio. Franken.

Die Laufende Rechnung weist einen Ertrag von 3,045 Mrd. Franken und einen Aufwand von 3,042 Mrd. Franken aus und schliesst mit einem Ertragsüberschuss von 2,7 Mio. Franken. Die Ausgabenbremse wird somit eingehalten.

Vor Verbuchung der ordentlichen Abschreibungen des Verwaltungsvermögens in Höhe von 157,1 Mio. Franken und der zusätzlichen Abschreibungen von 24,7 Mio. Franken beläuft sich die Selbstfinanzierungsmarge (Cashflow) der Laufenden Rechnung auf 184,6 Mio. Franken und liegt damit 45 Mio. Franken unter dem Budget 2011.

Die Investitionsrechnung weist Bruttoausgaben von 540,9 Mio. Franken und Einnahmen von 358,2 Mio. Franken aus. Die Netto-Investitionen belaufen sich somit auf 182,7 Millionen Franken.

Die Netto-Investitionen sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge aus der Laufenden Rechnung gedeckt. Es resultieren ein Finanzierungsüberschuss von 1,9 Mio. Franken und ein Selbstfinanzierungsgrad von 101%. Die Schuldenbremse wird somit eingehalten und der Kanton weist weiterhin eine gesunde Finanzsituation auf.

Das Budget 2012 berücksichtigt die finanziellen Auswirkungen der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS), deren Inkrafttreten für den 01.01.2012 vorgesehen ist. Das Budget stützt sich auf den Entwurf NFA II-VS in der Fassung vor der 2. Lesung im Grossen Rat (Septembersession 2011).

Die NFA II-VS ist ein umfangreiches institutionelles Reformprojekt mit 9 neuen oder totalrevidierten Gesetzen und 21 Teilrevisionen von Gesetzen. Die wichtigsten Punkte dieser Reform sind:

- Abschaffung der Ausgleichskomponente bei allen Subventionen;
- Einführung neuer Instrumente im Rahmen des Finanzausgleichs (Ressourcenausgleich und Lastenausgleich);
- Vereinheitlichung und Vereinfachung der Prozesse und Praktiken;
- Harmonisierung der Subventionierungssätze (Kanton = 70%, Gemeinden = 30%) in den 4 wichtigsten Bereichen Bildung, Langzeitpflege, Soziales und Strassen.

Auf der Grundlage des Jahres 2008 wurde eine Globalbilanz NFA II-VS erstellt, die sämtlichen Veränderungen der Finanzströme zwischen Kanton

mission, un solde à charge du canton. Le budget 2012 a dès lors été élaboré en tenant compte, d'une part, de ces modifications de flux et, d'autre part, des effets de volume, non pris en compte dans le bilan RPT II-VS.

Les autres éléments qui ont un impact financier significatif sur l'évolution du budget entre 2011 et 2012 sont:

- le passage à la primauté des cotisations de la CPVAL ainsi que les mesures de renforcement du degré de couverture, lesquelles sont financées par un prélèvement sur la fortune avec, pour corollaire, une augmentation de l'endettement brut et net;
- les incertitudes liées à la distribution du bénéfice de la BNS. La distribution sera renégociée entre la BNS et le Département fédéral des finances (DFF). Au vu de la forte probabilité de la suppression de cette distribution, aucune recette n'est prévue au budget 2012;
- la transformation de la Castalie en institution autonome de droit public: les comptes de la Castalie ne font plus partie intégrante du compte de l'Etat du Valais. Le financement de l'institution se fait de manière analogue aux autres institutions. Ainsi, le subventionnement accordé par le canton (enseignement spécialisé et action sociale) est consigné au budget 2012 à la place des dépenses et recettes par nature;
- la cantonalisation de la fonction des enseignants de l'école obligatoire. L'inscription des charges salariales dans les dépenses et de la part communale dans les recettes (en lieu et place de subventions accordées) influence l'accroissement brut des dépenses et des recettes. Par contre, elle n'impacte pas l'évolution du résultat, puisqu'il comprend la part nette du canton comme dans les budgets précédents.

und Gemeinden Rechnung trägt und nach Abschluss der Arbeiten der 2. Kommission einen Saldo zulasten des Kantons aufweist. Das Budget 2012 berücksichtigt einerseits diese Veränderungen bei den Finanzströmen und andererseits die Volumeneffekte, die in der Bilanz NFA II-VS nicht berücksichtigt wurden.

Die Abweichungen zwischen dem Budget 2011 und 2012 sind ausserdem im Wesentlichen auf folgende Punkte zurückzuführen:

- Übergang zum Beitragsprimat bei der PKWAL und Massnahmen zur Stärkung des Deckungsgrads, finanziert durch Entnahmen beim Vermögen, was zu einer Erhöhung der Brutto- und Nettoverschuldung führt;
- Unsicherheiten in Bezug auf die Verteilung der Gewinne der SNB – die Gewinnausschüttung wird zwischen der SNB und dem Eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) neu ausgehandelt und aufgrund der höchstwahrscheinlichen Streichung dieser Ausschüttung wurde im Budget 2012 mit keinen diesbezüglichen Einnahmen gerechnet;
- Umwandlung von «La Castalie» in eine selbständige öffentlich-rechtliche Institution. Die Rechnung von «La Castalie» ist nicht mehr Bestandteil der Rechnung des Staates Wallis. Die Finanzierung erfolgt analog zu anderen Institutionen. Deshalb ändert die Verbuchung und im Budget 2012 tritt die vom Kanton gewährte Subvention (Sonderschul- und Sozialwesen) an die Stelle des Aufwands und Ertrags nach Arten;
- Kantonalisierung des Lehrpersonals der obligatorischen Schulen. Die Verbuchung der Gehälter im Aufwand und die Gemeindeanteile im Ertrag (an Stelle der Beiträge an Gemeinwesen) beeinflussen die Zunahme des Brutto-Aufwands und Brutto-Ertrags. Dies hat jedoch keinen Einfluss auf das Ergebnis, da der Nettobetrag des Kantons wie in den vorangegangenen Budgets enthalten ist.

Charges d'exploitation

Betrieblicher Aufwand

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS 2012 AUFTEILUNG 2012	(IN MILLIONEN FRANKEN)
30 Charges de personnel	642.3	967.5	325.1	50.6%	34.1%	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	217.6	219.1	1.5	0.7%	7.7%	31 Sachaufwand
33 Amortissements du patrimoine financier	16.1	16.3	0.1	0.8%	0.6%	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amortissements du patrimoine administratif	149.3	157.1	7.9	5.3%	5.5%	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
34 Parts et contributions sans affectation	58.2	96.6	38.4	66.0%	3.4%	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
35 Dédommagements à des collectivités publiques	95.6	94.5	-1.1	-1.2%	3.3%	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'274.4	1'125.0	-149.4	-11.7%	39.7%	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	117.7	120.5	2.8	2.4%	4.3%	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéciaux ¹	55.1	38.0	-17.1	-31.0%	1.3%	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Total	2'626.3	2'834.5	208.2	7.9%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

¹ FHG, Art. 9

Les charges d'exploitation se montent à 2,83 mrds en augmentation de 208,2 mios ou 7,9% par rapport au budget 2011.

La comparaison entre le budget 2012 et le budget 2011 fait apparaître des écarts significatifs, du fait que le budget 2012 intègre la nouvelle péréquation et répartition des tâches canton-communes (RPT II).

La structure des charges d'exploitation en est également modifiée. Le poids des charges de personnel augmente (de 24,5% à 34,1%), alors que celui des subventions diminue (de 48,5% à 39,7%). Cette modification provient essentiellement de la cantonalisation du personnel de la scolarité obligatoire qui est, jusqu'à fin 2011, du personnel communal subventionné par le canton.

Charges de personnel

Les charges de personnel se montent à 967,5 mios, en augmentation de 325,1 mios ou 50,6% (voir annexe 1). Les charges de personnel comprennent nouvellement au budget 2012:

- les salaires et charges sociales des enseignants de la scolarité obligatoire, qui représentent 312,7 mios au budget 2012 (voir annexe 2);
- les salaires et charges sociales des offices régionaux de placement de 14,2 mios au Département de l'économie, énergie et territoire.

Der betriebliche Aufwand beläuft sich auf 2,83 Mrd. Franken, was im Vergleich zum Budget 2011 einer Zunahme um 208,2 Mio. Franken oder um 7,9% entspricht.

Im Vergleich zum Budget 2011 gibt es im Budget 2012 markante Abweichungen, die auf die neue Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden zurückzuführen sind (NFA II).

Die Struktur des Betriebsaufwandes ändert sich entsprechend. Der Personalaufwand steigt von 24,5% auf 34,1%, während die Beiträge von 48,5% auf 39,7% sinken. Diese Veränderung ist hauptsächlich auf die Kantonalisierung des Lehrpersonals der obligatorischen Schulen zurückzuführen. Bis Ende 2011 gehören die Lehrkräfte zum Gemeindepersonal, das durch den Kanton subventioniert wird.

Personalaufwand

Der Personalaufwand beträgt 967,5 Mio., was einer Zunahme um 325,1 Mio. oder um 50,6% entspricht (siehe Anhang 1). Der Personalaufwand beinhaltet im Budget 2012 neu:

- Die Gehälter und Soziallasten des Lehrpersonals der obligatorischen Schulen, die sich im Budget 2012 auf 312,7 Mio. belaufen (siehe Anhang 2);
- Die Gehälter und Soziallasten der regionalen Arbeitsvermittlungszentren von 14,2 Mio. beim Département für Volkswirtschaft, Energie und Raumentwicklung.

Ces deux secteurs ont été cantonalisés dans le cadre des travaux de la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II).

Par contre, les charges de personnel ne comprennent plus le personnel de l'établissement médico-social la Castalie, puisque le centre est transformé en institution autonome de droit public dès le début 2012.

En enlevant l'influence de ces éléments nouveaux, l'évolution des charges de personnel entre le budget 2011 et 2012 correspond à une augmentation de 18,8 mios ou 3%.

Le Conseil d'Etat a retenu la création de 36 postes sur les 180,5 demandes déposées par les services, soit un coût supplémentaire de 2,5 mios. 11 postes sont affectés au nouveau centre de contrôle du trafic lourd à St-Maurice (Police et service de la circulation). 12 postes concernent l'intégration des policiers à la fin de leur formation d'aspirants. Les autres postes sont en lien avec des activités ou exigences nouvelles (projet RF 2020, projet Rhône, inspecteur de sécurité, nouvelle péroration, etc.).

Pour la variation des enseignants, 42,4 postes, y compris la scolarité obligatoire, ont été admis par le Conseil d'Etat sur les 59,8 demandes déposées. 22,4 postes concernent la scolarité obligatoire.

Les charges de personnel intègrent le renchérissement intégral des salaires. Ce taux est estimé à 0,9% pour l'année 2012, ce qui représente un coût de 6,9 mios, y compris la scolarité obligatoire. Elles comprennent également les augmentations individuelles réglementaires, calculées à 5,7 mios.

Les charges de personnel comprennent aussi les frais de formation. Ces frais sont calculés nouvellement en pourcentage de la masse salariale. Pour le budget 2012, le taux retenu est de 0,5%.

Biens, services et marchandises

Les biens, services et marchandises se montent à 219,1 mios, soit 1,5 mio de plus qu'au budget 2011 ou 0,7%.

L'accroissement des biens, services et marchandises est influencé par les éléments nouveaux suivants :

- la transformation de la Castalie en institution autonome de droit public dès le début 2012. Le budget détaillé de l'institution n'est plus intégré dans ce chapitre;
- la cantonalisation des offices régionaux de placement avec un budget de 1,6 mio pour les biens, services et marchandises. Ces charges sont financées intégralement par la Confédération.

Diese beiden Bereiche wurden im Rahmen der Arbeiten bezüglich der neuen Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden kantonalisiert (NFA II).

Dagegen beinhaltet der Personalaufwand das Personal der sozial-medizinischen Einrichtung La Castalie nicht mehr, da das Zentrum ab Anfang 2012 in eine eigenständige Anstalt des öffentlichen Rechts umgewandelt wird.

Klammert man diese neuen Elemente aus, nimmt der Personalaufwand im Budget 2012 gegenüber dem Vorjahr um 18,8 Mio. oder um 3% zu.

Der Staatsrat hat von 180,5 Anträgen für Stellen, die von den Dienststellen eingereicht wurden, die Schaffung von 36 Stellen bewilligt. Dies führt zu zusätzlichen Kosten von 2,5 Mio. Franken. 11 Stellen werden dem neuen Schwerverkehrskontrollzentrum in St-Maurice zugewiesen (Polizei und Dienststelle für Strassenverkehr). 12 Stellen betreffen die Anstellung von Polizisten am Ende ihrer Aspirantenausbildung. Die restlichen Stellen stehen im Zusammenhang mit den neuen Aktivitäten oder Vorgaben (Projekt GB 2020, Rhoneprojekt, Sicherheitsinspektor, Neugestaltung des Finanzausgleichs usw.).

Für das Lehrpersonal gingen 59,8 Anträge ein, von denen der Staatsrat 42,4 Stellen inkl. der obligatorischen Schulen genehmigte. 22,4 Stellen betreffen die obligatorischen Schulen.

Der Personalaufwand beinhaltet den vollständigen Teuerungsausgleich auf den Löhnen. Für das Jahr 2012 rechnet man mit einem Satz von 0,9%, was einem Aufwand von 6,9 Mio. entspricht, inkl. der obligatorischen Schulen. Der Personalaufwand beinhaltet die reglementarischen individuellen Lohnerhöhungen, die mit 5,7 Mio. voranschlagt werden.

Der Personalaufwand beinhaltet ebenfalls die Ausbildungskosten. Diese Kosten werden neuerdings prozentual zur Lohnsumme berechnet. Im Budget 2012 wird mit einem Satz von 0,5% gerechnet.

Sachaufwand

Der Sachaufwand erreicht 219,1 Mio., was gegenüber dem Budget 2011 einer Zunahme um 1,5 Mio. oder um 0,7% entspricht.

Die Zunahme beim Sachaufwand wird durch die folgenden neuen Elemente beeinflusst :

- Die Umwandlung von La Castalie in eine eigenständige Anstalt des öffentlichen Rechts ab Anfang 2012. Das detaillierte Budget der Anstalt wird nicht mehr in dieser Rubrik integriert;
- Die Kantonalisierung der regionalen Arbeitsvermittlungszentren mit einem Budget von 1,6 Mio. beim Sachaufwand, der vollständig vom Bund finanziert wird.

En enlevant l'influence de ces deux éléments, l'évolution des biens, services et marchandises entre le budget 2011 et 2012 est une augmentation de 2,6 mios ou 1,2%.

Plus de la moitié de cette augmentation s'explique par les projets de recherches de la HEVS pour lesquels un budget de 3,1 mios est prévu contre 0,8 mio au budget 2011. Ces projets sont financés par les fonds de recherche nationaux et internationaux. Hormis ce secteur, l'accroissement des biens, services et marchandises représente 0,1%.

Amortissements du patrimoine financier

Les amortissements du patrimoine financier de 16,3 mios sont budgétisés à un niveau similaire au budget 2011. Il s'agit des pertes sur débiteurs, principalement des secteurs des impôts (13 mios) et de la justice (1,3 mio).

Amortissements du patrimoine administratif

Les amortissements du patrimoine administratif s'élèvent à 157,1 mios, soit une augmentation de 7,9 mios par rapport au budget 2011 ou 5,3%.

Il s'agit des amortissements ordinaires qui sont calculés selon une pratique constante et en application des principes du modèle du compte harmonisé (MCH - voir annexe 3).

L'augmentation par rapport au budget 2011 s'explique essentiellement par l'augmentation des investissements amortis à 100% (+11 mios). Ces investissements sont intégralement amortis dès la première année, car ils sont entièrement financés par des fonds spéciaux de financement tels que le fonds RPLP, le fonds d'entretien des cours d'eau et le fonds de la formation professionnelle.

Parts et contributions sans affectation

Les parts et contributions sans affectation se montent à 96,6 mios, en augmentation de 38,4 mios ou 66% par rapport au budget 2011.

Cette forte augmentation s'explique par l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la péréquation financière intercommunale. Les montants distribués aux communes passent de 18,5 mios au budget 2011 à 53,9 mios au budget 2012 (+35,4 mios). 32,5 mios sont versés au titre de péréquation des ressources financée par les communes et par le canton. 16,1 mios sont versés pour la compensation des charges financée intégralement par le canton, et 5,3 mios pour les cas de rigueur, financés par le fonds de péréquation.

Les autres parts et contributions sans affectation comprennent les parts communales à l'impôt sur les gains immobiliers et à l'impôt sur les successions et donations. Le canton ristourne, aux communes, deux

Klammert man diese beiden Elemente aus, steigt der Sachaufwand zwischen dem Budget 2011 und 2012 um 2,6 Mio. oder um 1,2%.

Mehr als die Hälfte dieser Zunahme ist auf die Forschungsprojekte der HEVs zurückzuführen, für die ein Budget von 3,1 Mio. vorgesehen ist, gegenüber 0,8 Mio. im Budget 2011. Diese Projekte werden durch die nationalen und internationalen Forschungsfonds finanziert. Abgesehen von diesem Bereich nimmt der Sachaufwand um 0,1% zu.

Abschreibungen des Finanzvermögens

Die Abschreibungen des Finanzvermögens entsprechen mit 16,3 Mio. in etwa dem Budget 2011. Es handelt sich dabei um Debitorenverluste vor allem bei den Steuern (13 Mio.) und der Justiz (1,3 Mio.).

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

Die Abschreibungen des Verwaltungsvermögens belaufen sich auf 157,1 Mio., was gegenüber dem Budget 2011 eine Zunahme um 7,9 Mio. oder um 5,3% darstellt.

Es handelt sich hierbei um die ordentlichen Abschreibungen, die sich nach einer konstanten Praxis und den Empfehlungen des harmonisierten Rechnungsmodells richten (HRM - siehe Anhang 3).

Der Anstieg gegenüber dem Budget 2011 ist hauptsächlich auf die Zunahme der zu 100% abzuschreibenden Investitionen zurückzuführen (+11 Mio.). Diese Investitionen werden ab dem ersten Jahr vollständig abgeschrieben, da sie vollumfänglich über Spezialfinanzierungsfonds finanziert werden, wie den LSVA-Fonds, den Fonds für den Unterhalt der Gewässer und den Berufsbildungsfonds.

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung belaufen sich auf 96,6 Mio., was gegenüber dem Budget 2011 einer Zunahme um 38,4 Mio. oder um 66% entspricht.

Grund für den starken Anstieg ist das Inkrafttreten des neuen Gesetzes über den interkommunalen Finanzausgleich. Die an die Gemeinden zu verteilenden Beträge steigen von 18,5 Mio. im Budget 2011 auf 53,9 Mio. im Budget 2012 (+35,4 Mio.). 32,5 Mio. werden im Rahmen des Ressourcenausgleichs verteilt, der durch die Gemeinden und den Kanton finanziert wird. 16,1 Mio. werden durch den Lastenausgleich verteilt, der vollständig vom Kanton finanziert wird. 5,3 Mio. sind für Härtefälle und werden über den Ausgleichsfonds finanziert.

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung beinhalten die Gemeindeanteile an der Liegenschaftsgewinnsteuer sowie der Erbschafts- und Schenkungssteuer. Der Kanton erstattet den Gemeinden zwei Drittel der einge-

tiers des impôts encaissés, soit 37 mios pour 2012, en augmentation de 3 mios par rapport au budget 2011, en lien avec l'évolution économique.

La compensation des cas de rigueur de la péréquation intercantonale fait aussi partie des parts et contributions sans affectation. Elle se monte à 4,6 mios, niveau similaire au budget 2011.

Dédommagements à des collectivités publiques

Les dédommagements à des collectivités publiques représentent 94,5 mios soit 1,1 mio ou 1,2% de moins qu'au budget 2011.

Les dédommagements à des collectivités publiques sont constitués essentiellement de :

- 44,7 mios de contributions aux HES ;
- 34,2 mios de contributions aux universités ;
- 9,3 mios de contributions hors canton pour la formation professionnelle et agricole ;
- 1 mio de contributions pour la détention hors canton ;
- 2,2 mios de ristournes du franc du paysage, à la Confédération et aux communes ;
- 1,9 mio de ristournes à la Confédération pour les documents d'identité.

Subventions accordées

L'Etat du Valais prévoit de verser 1,13 milliard au titre de subventions sans caractère d'investissement, en diminution de 149,4 mios par rapport au budget 2011 (voir annexe 4).

Le budget 2012 prend en compte la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II), ce qui crée des modifications majeures dans le domaine de l'enseignement avec la cantonalisation du personnel de la scolarité obligatoire (écoles primaires et cycles d'orientation), la suppression des subventions des tâches logistiques, d'encadrement et sociales, ainsi que la prise en charge des transports des étudiants du secondaire du 2^e degré général et des élèves relevant de l'enseignement spécialisé.

Des changements interviennent également :

- à la prévoyance sociale, par le nouveau taux de financement des régimes sociaux et la cantonalisation des offices régionaux de placement ;
- à la santé, par le financement des soins de longue durée ;
- à l'aménagement et environnement, par la suppression des subventions différentielles.

L'incidence financière la plus forte résulte de la cantonalisation du personnel enseignant de la scolarité obligatoire. La subvention cantonale de 194,1 mios au budget 2011 est remplacée par la budgétisation des charges salariales et des subventions communales acquises.

nommées Steuern zurück, was im Jahr 2012 37 Mio. entspricht. Dies stellt gegenüber dem Budget 2011 eine Zunahme um 3 Mio. dar, die auf die wirtschaftliche Entwicklung zurückzuführen ist.

Der Härteausgleich des interkantonalen Finanzausgleichs wird bei den Anteilen und Beiträgen ohne Zweckbindung verbucht. Er beläuft sich auf 4,6 Mio. und entspricht in etwa dem Budget 2011.

Entschädigungen an Gemeinwesen

Die Entschädigungen an Gemeinwesen belaufen sich auf 94,5 Mio., was im Vergleich zum Budget 2011 einer Abnahme um 1,1 Mio. oder um 1,2% entspricht.

Die Entschädigungen an Gemeinwesen bestehen im Wesentlichen aus :

- 44,7 Mio. für die FH ;
- 34,2 Mio. für die Universitäten ;
- 9,3 Mio. für die Berufsbildung sowie die landwirtschaftliche Ausbildung ausserhalb des Kantons ;
- 1 Mio. für ausserkantonale Haftanstalten ;
- 2,2 Mio. für die Rückvergütung des Landschaftsrappens an den Bund und die Gemeinden ;
- 1,9 Mio. Rückvergütung an den Bund für Ausweispapiere.

Eigene Beiträge

Der Staat Wallis sieht bei den Beiträgen ohne Investitionscharakter vor, 1,13 Mrd. Franken auszubehalten. Dies bedeutet im Vergleich zum Budget 2011 eine Abnahme um 149,4 Mio. (siehe Anhang 4).

Das Budget 2012 berücksichtigt die neue Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II), was im Bereich Unterricht zu grösseren Änderungen führt, und zwar wegen der Kantonalisierung des Lehrpersonals der obligatorischen Schulen (Primar- und Orientierungsschulen), der Abschaffung der Beiträge für logistische, betreuerische und soziale Aufgaben, sowie der Übernahme der Transporte für die Schüler der allgemein bildenden Sekundarstufe II und des Sonderschulwesens.

Änderungen gibt es auch :

- Bei der Sozialfürsorge durch den neuen Finanzierungssatz der Sozialsysteme und der Kantonalisierung der regionalen Arbeitsvermittlungszentren ;
- Beim Gesundheitswesen durch die Finanzierung der Langzeitpflege ;
- Bei der Raumplanung und im Bereich Umwelt durch die Abschaffung der abgestuften Subventionierung.

Die grösste finanzielle Auswirkung entsteht durch die Kantonalisierung des Lehrpersonals der obligatorischen Schulen. Die kantonalen Beiträge von 194,1 Mio. im Budget 2011 werden durch die Budgetierung

En enlevant l'influence de cette cantonalisation et de celle des offices régionaux de placement, dont la subvention est aussi remplacée par la budgétisation détaillée par nature de dépense et recette, l'évolution des subventions accordées est de 60 mios ou 5,6% par rapport au budget 2011.

Cette évolution concerne avant tout le domaine de la santé avec la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMa) relative au financement hospitalier et ses répercussions financières sur :

- le financement du RSV avec la prise en compte du coût des investissements dans le financement forfaitaire SwissDRG. La subvention au RSV, de 206,5 mios au budget 2011, passe à 237,3 mios au budget 2012, soit 30,9 mios supplémentaires. Cette hausse est partiellement compensée par la réduction des subventions d'investissement ;
- le financement des cliniques privées. La subvention cantonale aux cliniques privées est budgétisée à 10,5 mios, alors que rien n'a été versé les années précédentes ;
- la prise en charge des hospitalisations hors canton (libre choix). La subvention des hospitalisations hors canton est calculée à 37,8 mios au budget 2012 contre 23 mios en 2011.

La hausse entraînée par le nouveau financement hospitalier, ainsi que les effets de volume et de coûts, notamment sur les subventions en faveur des assurés économiquement modestes des caisses-maladie (+11,2 mios), est atténuée par la baisse résultant de la nouvelle répartition des tâches canton-communes : exploitation des EMS et CMS (-21,2 mios) et soins dentaires (-2,1 mios).

L'augmentation des volumes d'activité et des coûts salariaux est une cause régulière de hausse des subventions dans les autres secteurs. Ces effets, conjugués à la nouvelle répartition des tâches canton-communes, expliquent les évolutions suivantes : action sociale (+10,1 mios), assurances sociales (+1 mio), enseignement spécialisé (+1,4 mio) et transports (+3,4 mios).

La promotion touristique et économique prévoit une hausse du budget de 1,9 mio. La conjoncture affecte fortement le développement du tourisme valaisan. Le Service du développement économique prévoit de mener des actions spéciales dans ce domaine pour un montant de 3 mios, financé par un prélèvement sur le fonds de soutien à l'économie.

Subventions redistribuées

Les subventions redistribuées se montent à 120,5 mios, en augmentation de 2,8 mios ou 2,4%.

der Lohnkosten und die Gemeindebeiträge ersetzt. Klammert man die Auswirkungen dieser Kantonalisierung und derjenigen der regionalen Arbeitsvermittlungszentren aus, deren Beitrag ebenfalls durch die detaillierte Budgetierung nach Aufwand und Ertrag ersetzt wird, beläuft sich die Zunahme der eigenen Beiträge gegenüber dem Budget 2011 auf 60 Mio. oder 5,6%.

Diese Entwicklung betrifft vor allem das Gesundheitswesen durch die Änderung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung (KVG) betreffend Spitalkostenbeiträge und deren finanzielle Auswirkungen auf :

- Die Finanzierung des GNW mit der Berücksichtigung der Investitionskosten bei der Pauschalfinanzierung SwissDRG. Im Budget 2012 steigt der Beitrag an das GNW von 206,5 Mio. auf 237,3 Mio., was gegenüber dem Vorjahr einer Zunahme um 30,9 Mio. entspricht. Diese Zunahme wird teilweise durch die Abnahme der Investitionsbeiträge ausgeglichen ;
- Die Finanzierung der Privatkliniken. Der Kantonsbeitrag an die Privatkliniken ist mit 10,5 Mio. budgetiert, während in den Vorjahren keine Beiträge geleistet wurden ;
- Die Übernahme der ausserkantonalen Spitalaufenthalte (freie Spitalwahl). Die Beiträge für die ausserkantonalen Spitalaufenthalte sind 2012 mit 37,8 Mio. budgetiert gegenüber 23 Mio. im Jahr 2011.

Die Zunahme, die aus der neuen Spitalfinanzierung resultiert, sowie die Volumen- und Kosteneffekte vor allem bei den Krankenkassenbeiträgen für Versicherte in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen (+11,2 Mio.) werden durch die Abnahme infolge der neuen Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden abgeschwächt : Betrieb der APH und SMZ (-21,2 Mio.) sowie Zahnpflege (-2,1 Mio.).

Der Anstieg des Aktivitätsvolumens und der Lohnkosten führt regelmässig zu einer Zunahme der Beiträge in den anderen Bereichen. Diese Auswirkungen, die mit der neuen Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden zusammenhängen, erklären die folgenden Entwicklungen : Sozialwesen (+10,1 Mio.), Sozialversicherungen (+1 Mio.), Sonderschulen (+1,4 Mio.) und Transport (+3,4 Mio.).

Für die Wirtschafts- und Tourismusförderung werden 1,9 Mio. mehr budgetiert. Die Konjunktur hat einen starken Einfluss auf die Entwicklung des Walliser Tourismus. Die Dienststelle für Wirtschaftsentwicklung sieht in diesem Bereich Spezialmassnahmen in der Höhe von 3 Mio. vor, die durch eine Entnahme aus dem Fonds zur Unterstützung der Wirtschaft finanziert werden.

Durchlaufende Beiträge

Die Durchlaufenden Beiträge belaufen sich auf 120,5 Mio., was einer Zunahme um 2,8 Mio. oder um 2,4%

L'ensemble de ces subventions ne sont dans les faits que des transferts verticaux. Le 90% de ces subventions concernent les paiements directs à l'agriculture (108,9 mios). Les autres subventions sont destinées à la formation tertiaire, la jeunesse et le sport.

Attributions aux fonds spéciaux de financement

Les attributions aux fonds spéciaux de financement de 38 mios sont effectuées en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 LGCAF. Elles représentent un montant inférieur de 17,1 mios au budget 2011. L'annexe 5 présente les variations nettes des fonds spéciaux de financement (attributions moins prélèvements).

La nouvelle péréquation et répartition des tâches canton/communes entraîne des modifications des attributions au fonds de péréquation, aux fonds d'assainissement et fusion de communes et au fonds d'entretien des cours d'eau.

Par rapport aux années précédentes, il n'y a plus les fonds de postfinancement de la première phase de renforcement du degré de couverture des anciennes caisses de prévoyance (12,3 mios au budget 2011).

entspricht. Die Gesamtheit dieser Beiträge sind in Wirklichkeit nur vertikale Transfers, wobei 90% dieser Beiträge die Direktzahlungen für die Landwirtschaft betreffen (108,9 Mio.). Die anderen Beiträge betreffen die tertiäre Bildung, die Jugend und den Sport.

Einlagen in Spezialfinanzierungen

Die Einlagen in Spezialfinanzierungen in Höhe von 38 Mio. werden gemäss den fondsspezifischen gesetzlichen Bestimmungen, die sich aus der Anwendung von Art. 9 FHG ergeben, vorgenommen. Sie haben gegenüber dem Budget 2011 um 17,1 Mio. abgenommen. In Anhang 5 werden die Netto-Veränderungen der Spezialfinanzierungsfonds (Einlagen minus Entnahmen) präsentiert.

Die Neugestaltung des Finanzausgleichs und die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden bewirken Änderungen der Einlagen beim Finanzausgleichsfonds, beim Fonds zur Förderung von Gemeindefusionen und beim Sanierungsfonds der Gemeinden sowie beim Fonds für den Unterhalt der Gewässer.

Im Vergleich zu den Vorjahren gibt es keine Fonds zur nachträglichen Finanzierung für die erste Phase der Erhöhung des Deckungsgrades der früheren Vorsorgekassen (12,3 Mio. im Budget 2011).

Revenus d'exploitation

Betrieblicher Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS 2012 AUFTEILUNG 2012	(IN MILLIONEN FRANKEN)
40 Impôts	1'158.0	1'233.0	74.9	6.5%	43.5%	40 Steuern
41 Patentes, concessions	102.0	40.5	-61.5	-60.3%	1.4%	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	216.2	193.6	-22.6	-10.4%	6.8%	43 Entgelte
44 Parts recettes et contributions sans affectation	671.0	685.6	14.6	2.2%	24.2%	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
45 Dédommagements de collectivités publiques	113.5	106.6	-6.8	-6.0%	3.8%	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	330.0	438.7	108.7	32.9%	15.5%	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	117.7	120.5	2.8	2.4%	4.2%	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements sur financements spéciaux ¹	13.5	18.6	5.1	37.5%	0.7%	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Total	2'722.0	2'837.1	115.1	4.2%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

¹ FHG, Art. 9

Les revenus d'exploitation se montent à 2,84 mrd, en augmentation de 115,1 mios par rapport au budget 2011.

La structure des revenus d'exploitation voit le poids des impôts (43,5%, +1 point) et des subventions acquises (15,5%, +3,4 points) augmenter, tandis que la part des patentes et concessions perd de son importance, en passant de 3,7% au budget 2011 à 1,4% au budget 2012, en lien avec la distribution du bénéfice de la BNS.

Impôts

Les recettes d'impôts atteignent 1,23 mrd, en augmentation de 74,9 mios ou 6,5% par rapport au budget 2011 (voir annexe 6).

Les 2/3 des recettes d'impôts proviennent de l'impôt sur le revenu et la fortune qui représente 818 mios. L'impôt sur le bénéfice et le capital se monte à 133,7 mios. Les prévisions pour ces deux impôts sont à la hausse de 61,9 mios par rapport au budget 2011 sous l'influence des nouveaux contribuables et de l'évolution économique.

Le budget 2012 prévoit également une hausse des impôts sur les véhicules pour 4,2 mios en lien avec l'adaptation du tarif au renchérissement et le nombre de véhicules en circulation.

Patentes, concessions

Les recettes pour les patentes et concessions se montent à 40,5 mios, en diminution de 61,5 mios ou 60,3% par rapport au budget 2011.

La forte diminution est imputable à la part au béné-

Der betriebliche Ertrag ist gegenüber dem Budget 2011 um 115,1 Mio. auf 2,84 Mrd. Franken gestiegen.

Beim betrieblichen Ertrag nehmen die Steuern (43,5%, +1 Punkt) und die Beiträge für die eigene Rechnung (15,5%, +3,4 Punkte) zu, während der Anteil bei den Patenten und Konzessionen von 3,7% im Budget 2011 auf 1,4% im Budget 2012 abnimmt. Dies ist auf die Verteilung des Reingewinns der SNB zurückzuführen.

Steuern

Die Steuererträge betragen 1,23 Mrd., was im Vergleich zum Budget 2011 einer Zunahme um 74,9 Mio. oder um 6,5% entspricht (siehe Anhang 6).

2/3 der Steuererträge, 818 Mio., stammen von den Einkommens- und Vermögenssteuern. Die Ertrags- und Kapitalsteuern belaufen sich auf 133,7 Mio. Beeinflusst durch die Konjunktur und neue Steuerpflichtige sind diese Steuern um 61,9 Mio. höher budgetiert als 2011.

Im Budget 2012 vorgesehen ist auch eine Zunahme der Motorfahrzeugsteuern um 4,2 Mio., die mit der Anpassung des Tarifs an die Teuerung und der Anzahl der Fahrzeuge, die sich in Verkehr befinden, zusammenhängt.

Patente und Konzessionen

Die Einnahmen bei den Patenten und Konzessionen betragen 40,5 Mio., was gegenüber dem Budget 2011 einer Abnahme um 61,5 Mio. oder um 60,3% entspricht.

Die starke Abnahme ist auf den Anteil am Reingewinn

ficie net de la BNS. Les années passées, le Valais recevait 65 millions sur les 2,5 milliards distribués aux cantons et à la Confédération sur la base de la convention fixée entre la BNS et le Département fédéral des finances (DFF) et portant sur les bénéfices des exercices 2008 à 2017. En 2011, la réserve de la BNS pour distributions futures est devenue négative, après l'affectation du résultat de l'exercice 2010. De ce fait, les clauses d'une dénonciation anticipée de la convention 2008-2017 sont réalisées. La BNS et le DFF renégocient cette convention en 2011. Au stade de l'élaboration du budget, le résultat de cette négociation n'est pas connu. Mais, au vu de la probabilité pour le canton de ne plus percevoir ce montant et compte tenu de l'obligation constitutionnelle pour le Valais de respecter le double frein, aucune recette n'a été budgétisée en 2012.

Les autres patentes et concessions (patentes établissements publics 2,5 mios, permis de chasse 3,2 mios, concessions gravières 2 mios) sont stables à l'exception de la quote-part du canton au produit de la concession du droit d'organiser une loterie accordée à la Société de la Loterie de la Suisse romande budgétisée à 26 mios, soit 3 mios de plus que le budget 2011. Cette augmentation n'a aucune influence sur le résultat du budget, puisque ces recettes sont affectées au fonds spécial de financement au sens de l'art. 9 LGCAF.

Contributions

Les contributions sont estimées à 193,6 mios au budget 2012, en diminution de 22,6 mios ou 10,4% par rapport au budget 2011.

La diminution provient de :

- la fin, en 2011, du postfinancement de la première phase de renforcement du degré de couverture des anciennes caisses de prévoyance qui représentaient des contributions de 30 mios ;
- l'externalisation de la Castalie dont le budget 2011 prévoyait 7,6 mios de contributions.

Les autres contributions sont prévues à la hausse au budget 2012. Cette évolution est liée à l'augmentation du volume d'activité. On peut citer notamment les émoluments administratifs (+2,2 mios ou 3%), les écolages (+1,5 mio ou 17,8%) ou les prestations internes d'investissement (+1,1 mio ou 22,3%).

Parts à des recettes/contributions sans affectation

Les parts à des recettes et contributions sans affectation s'élèvent à 685,6 mios, en augmentation de 14,6 mios ou 2,2% par rapport au budget 2011 (voir annexe 7).

Les parts aux recettes sont en augmentation, à l'exception de la péréquation intercantonale.

der SNB zurückzuführen. Von den 2,5 Mrd., die gemäss der Vereinbarung zwischen der SNB und dem Eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) für die Gewinne der Rechnungsjahre 2008 bis 2017 an die Kantone und den Bund verteilt werden, hat das Wallis in den letzten Jahren 65 Mio. erhalten. 2011 sank die Reserve der SNB für künftige Verteilungen nach dem Ergebnis des Rechnungsjahres 2010 in den negativen Bereich. Aus diesem Grund werden die Bedingungen einer vorzeitigen Kündigung der Vereinbarung 2008-2017 erfüllt. Die SNB und das EFD werden 2011 Neuverhandlungen betreffend diese Vereinbarung durchführen. Bei der Erstellung des Budgets war das Ergebnis dieser Verhandlung noch unbekannt. Da der Kanton diesen Betrag wahrscheinlich künftig nicht mehr erhalten wird, und unter der Berücksichtigung der verfassungsmässigen Vorgaben der doppelten Ausgaben- und Schuldenbremse, wird für 2012 nichts budgetiert.

Die anderen Patente und Konzessionen (Patente der öffentlichen Gaststätten 2,5 Mio., Jagdpatente 3,2 Mio., Kiesabbaubewilligungen 2 Mio.) bleiben konstant mit Ausnahme des Kantonsanteils am Ertrag der Bewilligung zur Durchführung einer Lotterie, die an die Société de la Loterie de la Suisse romande erteilt und mit 26 Mio. budgetiert wurde, was 3 Mio. mehr sind als im Vorjahr. Diese Zunahme hat keinen Einfluss auf das Ergebnis des Budgets, da die Einnahmen im Sinne von Art. 9 FHG dem Spezialfinanzierungsfonds zugewiesen werden.

Entgelte

Die Entgelte werden 2012 mit 193,6 Mio. budgetiert, was gegenüber dem Budget 2011 einer Abnahme um 22,6 Mio. oder um 10,4% entspricht.

Die Abnahme steht im Zusammenhang mit:

- Dem Ende der nachträglichen Finanzierung (2011) der ersten Phase zur Erhöhung des Deckungsgrades der früheren Vorsorgekassen, die Beiträge in der Höhe von 30 Mio. umfasst ;
- Der Ausgliederung von La Castalie, wofür 2011 Beiträge in Höhe von 7,6 Mio. budgetiert wurden.

Bei den anderen Entgelten wird 2012 mit einer Zunahme gerechnet. Diese Entwicklung steht im Zusammenhang mit der Erhöhung des Aktivitätsvolumens. Darunter fallen die Gebühren für Amtshandlungen (+2,2 Mio. oder 3%), Schulgelder (+1,5 Mio. oder 17,8%) oder die Eigenleistungen für Investitionen (+1,1 Mio. oder 22,3%).

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung betragen 685,6 Mio., was im Vergleich zum Budget 2011 einer Zunahme um 14,6 Mio. Franken oder um 2,2% entspricht (siehe Anhang 7).

Die Anteile an den Einnahmen nehmen mit Ausnahme des interkantonalen Finanzausgleichs zu.

La péréquation intercantonale (péréquation des ressources et compensation des charges géotopographiques) avec 528,7 millions est en diminution de 5,6 millions par rapport au budget 2011.

Alors qu'elle évoluait régulièrement à la hausse, la péréquation des ressources versée au canton du Valais marque un recul, passant de 464,2 millions au budget 2011 à 455,5 millions au budget 2012 (-8,8 millions). Cette évolution s'explique par l'amélioration de l'indice de ressources du canton du Valais déterminé à 64,3 points en 2011 et à 67,1 points en 2012, ce qui signifie que la situation du Valais s'est améliorée par rapport à d'autres cantons.

Quant à la compensation des charges, elle augmente de 3,2 millions pour s'établir à 73,2 millions. Cette évolution tient essentiellement à l'augmentation des montants à disposition du fonds de compensation des charges. La dotation annuelle est de 738 millions pour 2012, contre 705 millions en 2011 pour l'ensemble de la Suisse.

Les autres parts à des recettes et contributions sans affectation, qui représentent ensemble 156,9 millions, sont en augmentation suite à l'évolution économique.

L'utilisation prévue de la RPLP est présentée dans les tableaux en annexe (voir annexe 8).

Dédommagements de collectivités publiques

Les dédommagements de collectivités publiques atteignent 106,6 millions, en diminution de 6,8 millions ou 6% par rapport au budget 2011.

Ils proviennent des Hautes écoles spécialisées (49%), de la Confédération (23,6%), des communes (20,4%) et des cantons (7%).

Les dédommagements des Hautes écoles spécialisées proviennent de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) et de la Haute école spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2). Ils sont destinés à la HEVS pour 33,4 millions, à la HEVS-s2 pour 16,1 millions et aux nouveaux domaines à l'Ecole cantonale d'art du Valais (ECAV). Ils sont en diminution de 0,7 million par rapport au budget 2011.

Les dédommagements de la Confédération se montent à 25,1 millions (-2,3 millions). Ils concernent principalement le secteur de l'asile avec 15,7 millions.

Les dédommagements des communes s'élèvent à 21,7 millions. Le budget 2012 est influencé par la nouvelle répartition des tâches canton/communes. La réduction du taux de financement des régimes sociaux, ainsi que le changement de mode de financement dans le domaine de l'enseignement, expliquent la réduction de 3,2 millions par rapport au budget 2011.

Les dédommagements des cantons de 7,6 millions sont

Der interkantonale Finanzausgleich (Ressourcenausgleich und geotopografischer Lastenausgleich) beträgt 528,7 Mio. und nimmt gegenüber dem Budget 2011 um 5,6 Mio. ab.

Obwohl er sich stetig erhöhte, sinkt der Ressourcenausgleich, der dem Kanton Wallis überwiesen wird, und zwar von 464,2 Mio. im Budget 2011 auf 455,5 Mio. im Budget 2012 (-8,8 Mio.). Diese Entwicklung hängt mit der Verbesserung des Ressourcenindex des Kantons Wallis zusammen, der 2011 bei 64,3 Punkten und 2012 bei 67,1 Punkten steht. Dies bedeutet, dass sich die Lage des Wallis im Verhältnis zu anderen Kantonen verbessert hat.

Der Lastenausgleich seinerseits steigt um 3,2 Mio. auf 73,2 Mio. Diese Entwicklung ist hauptsächlich auf den Anstieg der verfügbaren Mittel im Lastenausgleichsfonds zurückzuführen. Die jährliche Einlage für die gesamte Schweiz liegt 2012 bei 738 Mio., gegenüber 705 Mio. im Jahr 2011.

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung belaufen sich auf 156,9 Mio. und steigen aufgrund der wirtschaftlichen Entwicklung.

Die Verwendung der LSVA im Kanton geht aus der Tabelle im Anhang 8 hervor.

Rückerstattungen von Gemeinwesen

Die Rückerstattungen von Gemeinwesen belaufen sich auf 106,6 Mio., was im Vergleich zum Budget 2011 einer Abnahme um 6,8 Mio. oder um 6% entspricht.

Diese sind auf die Fachhochschulen (49%), den Bund (23,6%), die Gemeinden (20,4%) und die Kantone (7%) zurückzuführen.

Die Rückerstattungen der Fachhochschulen stammen von der Fachhochschule Westschweiz (HES-SO) und der Fachhochschule für Gesundheit und Soziale Arbeit (HES-S2) und sind für die HEVs (33,4 Mio.), die HEVS-s2 (16,1 Mio.) und die neuen Bereiche der Kantonalen Kunstschule (ECAV) bestimmt. Sie nehmen gegenüber dem Budget 2011 um 0,7 Mio. ab.

Die Rückerstattungen des Bundes betragen 25,1 Mio. (-2,3 Mio.). Diese betreffen hauptsächlich das Asylwesen (15,7 Mio.).

Die Rückerstattungen der Gemeinden belaufen sich auf 21,7 Mio. Das Budget 2012 wird durch die neuen Aufgabenteilungen zwischen Kanton und Gemeinden beeinflusst. Die Reduzierung des Finanzierungssatzes der Sozialsysteme sowie die Änderung der Finanzierungsform im Unterrichtswesen erklären die Abnahme um 3,2 Mio. gegenüber dem Budget 2011.

destinés pour l'essentiel aux frais de détention (5,9 mios).

Subventions acquises

Les subventions acquises se montent à 438,7 mios soit 108,7 mios ou 32,9% de plus qu'au budget 2011 (voir annexe 9).

La nouvelle répartition des tâches canton/communes est l'origine principale de cette évolution, plus particulièrement dans le domaine de l'enseignement. Suite à la cantonalisation du personnel de la scolarité obligatoire, les communes subventionnent les salaires par l'intermédiaire d'un forfait par élève. Pour 2012, ces subventions sont budgétisées à 94,5 mios. Ce nouveau mode de financement influence également l'enseignement spécialisé (+16,2 mios), ce qui explique l'écart dans le domaine de l'enseignement de 110,7 mios par rapport au budget 2011.

La nouvelle répartition des tâches induit également une hausse pour l'entretien des routes (+1 mio) par l'augmentation du taux de subvention. Par contre, elle entraîne une diminution dans le secteur de l'action sociale (-3,7 mios) et des assurances sociales (-3,7 mios), avec la baisse du taux de financement des régimes sociaux.

L'évolution entre le budget 2011 et 2012 est aussi marquée par la nouvelle péréquation intercommunale. La part des communes passe de 10,3 mios au budget 2011 à 21,5 mios au budget 2012, soit une augmentation de 11,2 mios. Elle sert à financer la péréquation des ressources.

Subventions à redistribuer

Les subventions à redistribuer se montent à 120,5 mios, en augmentation de 2,8 mios ou 2,4% par rapport au budget 2011.

Pour ces subventions, l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres. Elles proviennent de la Confédération pour 115,6 mios, essentiellement pour les paiements directs dans l'agriculture. Les cantons versent également des subventions à redistribuer pour 4,9 mios pour la formation tertiaire.

Prélèvements sur les fonds spéciaux de financement

Les prélèvements sur les fonds spéciaux de financement de 18,6 mios sont effectués en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 de la LGCAF. L'annexe 5 présente les variations nettes des fonds spéciaux de financement (attributions moins prélèvements).

La nouvelle péréquation financière intercommunale instaure un financement des cas de rigueur par le fonds de la péréquation. Un prélèvement de 5,3 mios est donc prévu annuellement au budget dès 2012.

Die Rückerstattungen der Kantone von 7,6 Mio. hängen vor allem mit den Kosten für die Haftanstalten zusammen (5,9 Mio.).

Beiträge für die eigene Rechnung

Die Beiträge für die eigene Rechnung belaufen sich auf 438,7 Mio., was gegenüber dem Budget 2011 einer Zunahme um 108,7 Mio. oder um 32,9% entspricht (siehe Anhang 9).

Diese Entwicklung ist hauptsächlich auf die neue Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden zurückzuführen, vor allem im Unterrichtswesen. Bezüglich der Kantonalisierung des Lehrpersonals der obligatorischen Schulen subventionieren die Gemeinden die Gehälter mit einem Pauschalbetrag pro Schüler. Für 2012 werden diese Beiträge mit 94,5 Mio. budgetiert. Diese neue Finanzierungsform beeinflusst ebenfalls das Sonderschulwesen (+16,2 Mio.), was die Differenz von 110,7 Mio. im Unterrichtswesen gegenüber dem Budget 2011 erklärt.

Die neue Aufgabenteilung führt durch die Erhöhung des Beitragssatzes zudem zu einer Zunahme beim Strassenunterhalt (+1 Mio.). Die Senkung des Finanzierungssatzes bei den Sozialsystemen bewirkt beim Sozialwesen (-3,7 Mio.) und den Sozialversicherungen (-3,7 Mio.) dagegen Abnahmen.

Die Unterschiede zwischen den Budgets 2011 und 2012 werden auch durch den neuen interkommunalen Finanzausgleich geprägt. Gegenüber dem Vorjahr steigt der Gemeindeanteil von 10,3 Mio. (Budget 2011) auf 21,5 Mio. (Budget 2012), was einer Zunahme um 11,2 Mio. entspricht. Dieser Betrag wird zur Finanzierung des Ressourcenausgleichs verwendet.

Durchlaufende Beiträge

Die Durchlaufenden Beiträge belaufen sich auf 120,5 Mio., was im Vergleich zum Budget 2011 einer Zunahme um 2,8 Mio. oder um 2,4% entspricht.

Für diese Beiträge übernimmt der Kanton lediglich die Rolle eines Briefkastens. 115,6 Mio. stammen vom Bund, vor allem für die Direktzahlungen zu Gunsten der Landwirtschaft. Für die tertiäre Bildung überweisen die Kantone ebenfalls durchlaufende Beiträge in Höhe von 4,9 Mio.

Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen in der Höhe von 18,6 Mio. werden gemäss den fondsspezifischen gesetzlichen Bestimmungen, die sich aus der Anwendung von Art. 9 FHG ergeben, vorgenommen. Anhang 5 zeigt die Netto-Veränderungen der Spezialfinanzierungsfonds (Einlagen minus Entnahmen).

Härfälle werden mit dem neuen interkommunalen Finanzausgleich durch den Ausgleichsfonds finanziert. Eine Entnahme von 5,3 Mio. ist daher jährlich, ab dem Budget 2012, vorgesehen.

Charges et revenus financiers

Finanzaufwand und -ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges financières				Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	20.9	36.6	15.8	32 Passivzinsen
Revenus financiers				Finanzertrag
42 Revenus des biens	34.5	51.5	17.1	42 Vermögenserträge
Résultat d'activités de financement	13.6	14.9	1.3	Ergebnis aus Finanzierung

Charges financières

Les charges financières, ou intérêts passifs, s'élèvent à 36,6 mios, en augmentation de 15,8 mios par rapport au budget 2011.

Les intérêts à moyen et long terme augmentent de 16,5 mios par rapport au budget 2011. La 2^e phase de la recapitalisation de la CPVAL (438 mios), ainsi que l'apport en capital pour le régime transitoire pour la génération d'entrée (132 mios), prévus au moment du passage à la primauté des cotisations, conduisent à une augmentation des charges d'intérêts de 20 mios. L'abaissement du taux d'intérêt de 4,5% à 3,5% sur la dette de 310 mios conclue au 1^{er} janvier 2010 au moment de la fusion de la CPPEV et de la CRPE compense partiellement cette hausse (-3,1 mios).

Dans les intérêts à court terme, la diminution de 0,7 mio est liée à la faiblesse des taux d'intérêts pour les besoins temporaires de liquidités pour assurer le fonds de roulement de l'Etat.

Revenus financiers

Les revenus des biens atteignent 51,5 mios, en augmentation de 17,1 mios ou de 49,5% par rapport au budget 2011.

L'augmentation des revenus des biens provient principalement des revenus des immeubles du patrimoine administratif (+13,5 mios). Le budget 2012 comprend nouvellement la recette de location au RSV des hôpitaux propriétés du canton.

Finanzaufwand

Der Finanzaufwand (Passivzinsen) beträgt 36,6 Mio., was im Vergleich zum Budget 2011 eine Zunahme um 15,8 Mio. darstellt.

Die Zinsen für mittel- und langfristige Schulden nehmen im Vergleich zum Budget 2011 um 16,5 Mio. zu. Die 2. Phase der Rekapitalisierung der PKWAL (438 Mio.) und die Übergangsregelungen für die Eintrittsgeneration (132 Mio.), die zum Zeitpunkt des Übergangs zum Beitragsprimat vorgesehen sind, führen zu einer Zunahme des Zinsaufwandes von 20 Mio. Die Herabsetzung des Zinssatzes von 4,5% auf 3,5% des Darlehens von 310 Mio. für die Fusion vom 1. Januar 2010 der VPSW und der RVKL kompensiert diese Zunahme teilweise (-3,1 Mio.).

Die Abnahme bei den Zinsen für kurzfristige Schulden von 0,7 Mio. hängt mit den tiefen Zinssätzen für die temporären Bedürfnisse zur Finanzierung des Umlaufvermögens zusammen, das die Liquidität des Staates gewährleistet.

Finanzertrag

Die Vermögenserträge erreichen 51,5 Mio., was gegenüber dem Budget 2011 einer Zunahme um 17,1 Mio. oder um 49,5% bedeutet.

Die Zunahme bei den Vermögenserträgen ist hauptsächlich auf die Liegenschaftserträge des Verwaltungsvermögens (+13,5 Mio.) zurückzuführen. Das Budget 2012 beinhaltet die neuen Mieterträge vom GNW für die Spitäler, die im Besitze des Kantons sind.

Charges et revenus extraordinaires

Ausserordentliche Aufwände und Erträge

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges extraordinaires				Ausserordentliche Aufwände
33 Amort. du patrimoine administratif	57.7	24.7	-32.9	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
38 Attributions aux financements spéciaux ¹	29.0	-	-29.0	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
38 Attributions préfinancement des inv. ²	-	-	-	38 Einlagen Vorfinanz. von Investitionen ²
Revenus extraordinaires				Ausserordentliche Erträge
48 Prélèvement s/financements spéciaux ¹	-	10.0	10.0	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
48 Prélèvement s/préfinancement des inv. ²	-	-	-	48 Entnahmen Vorfinanz. von Investitionen ²
Résultat d'activités extraordinaires	-86.7	-14.7	71.9	Ausserordentliches Ergebnis

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22

Charges extraordinaires

Les charges extraordinaires sont constituées des amortissements supplémentaires du patrimoine administratif de 24,7 mios.

Les prêts conditionnellement remboursables accordés durant l'année sont intégralement provisionnés, ce qui représente un montant de 9,7 mios.

Le compte de fonctionnement présentant un excédent de revenus, des amortissements supplémentaires pour 15 mios sont prévus sur les participations aux investissements de tiers. Le montant définitif sera déterminé au moment de la clôture du compte, en considérant également les recommandations du nouveau modèle de compte harmonisé (MCH2).

Le budget 2012 ne prévoit pas d'attribution au fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle, ce qui explique l'écart de 29 mios dans les attributions aux fonds spéciaux de financement.

Revenus extraordinaires

Le prélèvement de 10 mios au fonds de soutien à l'économie constitue les revenus extraordinaires du budget 2012.

Le décret concernant le programme cantonal de soutien à l'économie prévoit que le solde du fonds est dissous à l'échéance du décret et comptabilisé en produit extraordinaire. La durée de validité du décret est limitée à trois ans et prend fin en 2012. Le prélèvement de 10 mios correspond à la dissolution du solde du fonds.

Ausserordentliche Aufwände

Die ausserordentlichen Aufwände betreffen die zusätzlichen Abschreibungen des Verwaltungsvermögens in Höhe von 24,7 Mio.

Die während des Jahres gewährten bedingt rückzahlbaren Darlehen werden vollständig wertberichtigt, was einen Betrag von 9,7 Mio. darstellt.

Die Laufende Rechnung weist einen Ertragsüberschuss auf. Es sind zusätzliche Abschreibungen von 15 Mio. auf den Beteiligungen an Investitionen Dritter vorgesehen. Der definitive Betrag wird bei Abschluss der Rechnung bestimmt, wobei die Empfehlungen des neuen harmonisierten Rechnungsmodells (HRM2) berücksichtigt werden.

Das Budget 2012 sieht keine Einlagen in die Spezialfinanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des XXI. Jahrhunderts vor, was die Differenz von 29 Mio. bei den Einlagen in Spezialfinanzierungsfonds erklärt.

Ausserordentliche Erträge

Die ausserordentlichen Erträge im Budget 2012 entsprechen der Entnahme von 10 Mio. aus dem Fonds zur Unterstützung der Wirtschaft.

Das Dekret bezüglich des Kantonalen Programms zur Unterstützung der Wirtschaft sieht vor, dass der Restbetrag nach Ablauf des Dekrets aufgelöst und als ausserordentlicher Ertrag verbucht wird. Das Dekret ist auf drei Jahre begrenzt und endet 2012. Die Entnahme von 10 Mio. entspricht der Auflösung des Restbetrags des Fonds.

Compte d'investissement

Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	237.1	225.9	182.7	-43.3	Netto-Investitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	101.4	103.7	99.1	-4.6	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	123.3	113.6	79.7	-33.8	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	12.5	8.7	3.8	-4.9	Darlehen und dauernde Beteiligungen
Dépenses	551.7	550.5	540.9	-9.6	Ausgaben
50 Investissements propres	324.0	338.7	364.9	26.1	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	57.9	49.1	45.3	-3.8	52 Darlehen u. dauernde Beteiligungen
56 Subventions accordées	157.6	148.6	112.5	-36.2	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	12.1	14.0	18.3	4.2	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	314.6	324.6	358.2	33.6	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	0.0	-	-	-	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	45.4	40.4	41.5	1.1	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	0.0	-	-	-	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.2	0.2	0.2	-	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	256.8	269.9	298.3	28.4	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	12.1	14.0	18.3	4.2	67 Durchlaufende Beiträge
Investissement nets	237.1	225.9	182.7	-43.3	Netto-Investitionen

Le volume des investissements nets atteint 182,7 mios, en diminution de 43,3 mio par rapport au budget 2011.

Les investissements 2012 ne comprennent plus les subventions aux investissements hospitaliers. Ces derniers sont intégrés dans le calcul du financement forfaitaire SwissDRG selon le nouveau mode de financement des soins. En enlevant l'influence de cet élément, les investissements nets sont en diminution de 17,8 mios par rapport au budget 2011.

La planification pluriannuelle 2011-2014 prévoyait un volume net de 180 mios. Le budget 2012 est supérieur de 2,7 mios à cette planification. Le Gouvernement veut poursuivre son soutien à l'économie et l'emploi par un haut niveau d'investissement.

Au niveau brut, les dépenses d'investissement se montent à 540,9 mios, soit 9,6 mios ou 1,7% de moins que le budget 2011. Ce volume est toutefois supérieur au volume d'investissement de ces dernières années, hormis l'année 2010.

Les tableaux en annexe présentent l'ensemble des investissements par domaine, au brut et au net (voir annexes 10, 11 et 12). Les principaux projets d'investissement par catégorie sont commentés ci-après.

Die Netto-Investitionen belaufen sich auf 182,7 Mio., was gegenüber dem Budget 2011 einer Abnahme um 43,3 Mio. entspricht.

Die Spitalinvestitionsbeiträge sind in den Investitionen 2012 nicht mehr enthalten. Sie sind gemäss dem neuen Pflegefinanzierungssystem in der Pauschalfinanzierung SwissDRG enthalten. Klammert man dieses Element aus, gehen die Netto-Investitionen im Vergleich zum Budget 2011 um 17,8 Mio. zurück.

Die integrierte Mehrjahresplanung 2011-2014 sieht ein Nettovolumen von 180 Mio. vor. Das Budget 2012 liegt 2,7 Mio. über dieser Planung. Die Regierung will die Bereiche Wirtschaft und Beschäftigung weiterhin durch ein hohes Investitionsniveau unterstützen.

Die Brutto-Investitionen betragen 540,9 Mio., d.h. 9,6 Mio. oder 1,7% weniger als 2011 budgetiert. Dieses Volumen liegt dennoch über den Investitionen der letzten Jahre (mit Ausnahme von 2010).

Die Tabellen im Anhang zeigen die gesamten Brutto- und Netto-Investitionen pro Bereich (siehe Anhang 10, 11 und 12). Die Hauptinvestitionsprojekte werden nachfolgend pro Kategorie kommentiert.

Investissements de l'Etat

Les investissements propres de l'Etat sont budgétisés à 99,1 mios nets pour 2012, ce qui représente 4,6 mios de moins que le budget 2011 (voir annexe 10).

La diminution provient des immeubles (-6,3 mios nets), essentiellement en lien avec l'achèvement des travaux pour le centre de contrôle du trafic lourd à St-Maurice.

Les investissements que l'Etat projette pour 2012, représentent des dépenses brutes de 364,9 mios, soit 26,1 mios de plus qu'au budget 2011 et 40,8 mios de plus qu'au compte 2010.

Par rapport au budget 2011, la hausse de volume des dépenses brutes est générée par les routes nationales (+27,2 mios), qui constituent près de 60% des investissements bruts.

Dans la catégorie «Autres investissements», d'un volume brut de 16,6 mios et net de 14,6 mios, se trouvent la poursuite du projet Polycom (7,2 mios nets), du projet d'informatisation du Service des contributions SCC2015 (2,4 mios), du projet RF2020 (2,3 mios) et du projet de Parlement sans papier (1 mio).

Participations aux investissements de tiers

Les participations aux investissements de tiers se montent au net à 79,7 mios, soit 33,8 mios de moins que le budget 2011 (voir annexe 11).

La baisse provient avant tout du secteur de la santé (-29,3 mios). Comme déjà précisé précédemment, les investissements 2012 ne comprennent plus les subventions aux investissements hospitaliers. Ces derniers sont intégrés dans le calcul du financement forfaitaire SwissDRG.

Le budget 2012 est également influencé à la baisse par la nouvelle répartition des tâches canton/communes qui prévoit la suppression des subventions différentielles. Cette influence se manifeste par exemple dans les subventions pour les constructions scolaires (-1,7 mio).

En brut, l'Etat du Valais prévoit de verser 130,7 mios à des tiers en tant que participations à leurs frais d'investissements. Les versements concernent en premier lieu les forêts avec 39,2 mios de subventions prévues. Les autres secteurs importants sont l'agriculture (12,9 mios pour les améliorations foncières et 2 mios pour la diversification des cultures), les abornements et mensurations cadastrales (11,1 mios), la santé publique (11,1 mios) et la correction des torrents (10,3 mios).

L'Etat du Valais escompte des recettes de 51 mios pour financer ces investissements de tiers. Les fonds

Investitionen des Staates

2012 sieht der Staat für seine eigenen Investitionen netto 99,1 Mio. vor, d.h. 4,6 Mio. weniger, als 2011 budgetiert (siehe Anhang 10).

Die Abnahme ist auf die Immobilien (-6,3 Mio. netto) zurückzuführen, die hauptsächlich mit dem Abschluss der Arbeiten für das Schwerverkehrskontrollzentrum in St-Maurice zusammenhängen.

Die Investitionen, die der Staat für 2012 vorsieht, betragen brutto 364,9 Mio., d.h. 26,1 Mio. mehr als 2011 budgetiert und 40,8 Mio. mehr als in der Rechnung 2010.

Die Erhöhung der Bruttoausgaben im Vergleich zum Budget 2011 ist auf die Nationalstrassen (+27,2 Mio.) zurückzuführen, die fast 60% der Bruttoinvestitionen ausmachen.

In der Kategorie «Andere Investitionen» mit einem Bruttovolumen von 16,6 Mio. und einem Nettovolumen von 14,6 Mio. finden sich auch die Fortführung des Projekts Polycom (7,2 Mio. netto), des Informatikprojekts der Kantonalen Steuerverwaltung KSV2015 (2,4 Mio.), das Projekt GB2020 (2,3 Mio.) und das Projekt Papierloses Parlament (1 Mio.).

Beteiligungen an Investitionen Dritter

Die Beteiligungen an Investitionen Dritter belaufen sich auf 79,7 Mio. netto, was gegenüber dem Budget 2011 einer Abnahme um 33,8 Mio. entspricht (siehe Anhang 11).

Dieser Rückgang betrifft vor allem das Gesundheitswesen (-29,3 Mio.). Wie bereits vorgängig präzisiert wurde, beinhalten die Investitionen 2012 die Spitalinvestitionsbeiträge nicht mehr. Diese sind in der Pauschalfinanzierung SwissDRG enthalten.

Der Rückgang im Budget 2012 hängt ausserdem mit der neuen Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden zusammen, welche die Abschaffung der abgestuften Subventionierung vorsieht. Die Auswirkungen zeigen sich beispielsweise in den Beiträgen für die Schulhausbauten (-1,7 Mio.).

Der Staat plant 130,7 Mio. brutto für die Beteiligungen an Investitionen Dritter. Dies betrifft in erster Linie den Bereich Wald, für den 39,2 Mio. Beiträge vorgesehen sind. Die anderen grösseren Bereiche betreffen die Landwirtschaft (12,9 Mio. für die Bodenverbesserung und 2 Mio. für die Diversifikation von Kulturen), die Vermessungen (11,1 Mio.), das Gesundheitswesen (11,1 Mio.) und die Korrektur der Wildbäche (10,3 Mio.).

Der Staat Wallis rechnet mit Erträgen von 51 Mio., um die Investitionen Dritter zu finanzieren. 43,6 Mio. die-

proviennent pour 43,6 mio de la Confédération et s'inscrivent dans le cadre des conventions-programmes. Les autres financeurs sont les assureurs-incendie, pour 6,5 mio, et les communes, pour 1,7 mio.

Selon la nouvelle répartition des tâches entre canton et communes, les communes participent au financement des investissements pour les institutions pour handicapés, ce qui représente nouvellement 1,5 mio au budget 2012.

Prêts et participations permanentes

Les prêts et participations permanentes représentent au net 3,8 mio, en diminution de 4,9 mio par rapport au budget 2011 (voir annexe 12).

L'Etat prévoit de verser 43,8 mio d'aides sous forme de prêts (-5,3 mio par rapport au budget 2011) et d'encaisser 41,5 mio de remboursements (+1,1 mio par rapport au budget 2011).

La nouvelle loi sur les allocations de formation entraîne une diminution des versements pour les prêts d'honneur (-1,1 mio) compensée par une augmentation du même montant des bourses d'études au chapitre des subventions accordées. L'enveloppe globale des allocations de formation (bourses et prêts) représente 23,3 mio comme au budget 2011.

L'acquisition de participation est prévue pour 1,5 mio dans le domaine de l'énergie. Cette participation est financée par un prélèvement sur le fonds de rachat d'aménagements hydro-électriques.

ser Mittel stammen vom Bund und hängen mit den Programmvereinbarungen zusammen. Die anderen Erträge stammen von den Brandschutzversicherungen (6,5 Mio.) und den Gemeinden (1,7 Mio.).

Gemäss der neuen Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden beteiligen sich die Gemeinden an der Finanzierung der Investitionen für die Behinderteninstitutionen, was sich im Budget 2012 erstmals mit einem Betrag von 1,5 Mio. niederschlägt.

Darlehen und dauernde Beteiligungen

Die Darlehen und dauernden Beteiligungen belaufen sich netto auf 3,8 Mio., was im Vergleich zum Budget 2011 eine Abnahme um 4,9 Mio. darstellt (siehe Anhang 12).

Der Staat rechnet damit, 43,8 Mio. Hilfen in Form von Darlehen zu gewähren (-5,3 Mio. im Vergleich zum Budget 2011) und 41,5 Mio. Rückzahlungen einzukassieren (+1,1 Mio. mehr als 2011 budgetiert).

Das neue Gesetz über die Ausbildungsbeiträge führt zu einer Abnahme der Auszahlungen von Studiendarlehen (-1,1 Mio.), die durch eine Zunahme desselben Betrages bei den Stipendien unter Eigene Beiträge ausgeglichen wird. Der Gesamtbetrag der Ausbildungsbeiträge (Stipendien und Darlehen) beträgt 23,3 Mio. analog zum Budget 2011.

Im Energiebereich wurden 1,5 Mio. für den Erwerb einer Beteiligung eingeplant. Diese Beteiligung wird durch eine Entnahme aus dem Fonds für den Rückkauf von Wasserkraftanlagen finanziert.

Décision

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 41 chiffres 1 et 3 de la Constitution cantonale;
vu les articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide:

Art. 1 Budget administratif

Le budget de l'Etat pour l'année 2012 est approuvé.
Il comprend le budget de fonctionnement, le budget d'investissement et le financement.

Art. 2 Budget de fonctionnement

Les revenus de fonctionnement de l'Etat sont arrêtés à la somme de 3'044'740'100 francs et les charges à 3'042'025'100 francs.
L'excédent de revenus présumé s'élève à 2'715'000 francs.

Art. 3 Budget d'investissement

Les dépenses d'investissement sont fixées à 540'915'100 francs et les recettes à 358'222'600 francs.
Les investissements nets présumés s'élèvent à 182'692'500 francs.

Art. 4 Financement

Les investissements nets de 182'692'500 francs sont entièrement autofinancés par la marge d'autofinancement qui s'élève à 184'562'400 francs.

L'excédent de financement s'élève à 1'869'900 francs.

Art. 5 Autorisation d'emprunts

Le Conseil d'Etat est autorisé à emprunter les fonds nécessaires au refinancement des emprunts arrivant à échéance.

Demeurent réservées les compétences du Département chargé des finances en matière de crédit à court terme, conformément à l'art. 34 al. 2 let. d de la loi du 24 juin 1980 sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton.

Ainsi décidé en séance du Grand Conseil, à Sion, le 16 décembre 2011.

Le président du Grand Conseil: **Jean-Albert Ferrez**
Le Chef du Service parlementaire: **Claude Bumann**

Beschluss

Der Grosse Rat des Kantons Wallis

eingesehen Artikel 41 Ziffer 1 und 3 der Kantonsverfassung;
eingesehen die Artikel 25 und 26 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle vom 24. Juni 1980;
auf Antrag des Staatsrates,

beschliesst:

Art. 1 Voranschlag der Verwaltungsrechnung

Der Voranschlag des Staates für das Jahr 2012 wird genehmigt.
Er umfasst den Voranschlag der Laufenden Rechnung, den Voranschlag der Investitionsrechnung und die Finanzierung.

Art. 2 Voranschlag der Laufenden Rechnung

Die Erträge der Laufenden Rechnung des Staates werden auf 3'044'740'100 Franken und die Aufwände auf 3'042'025'100 Franken festgelegt.
Der Ertragsüberschuss beläuft sich auf 2'715'000 Franken.

Art. 3 Voranschlag der Investitionsrechnung

Die Investitionsausgaben werden auf 540'915'100 Franken und die Einnahmen auf 358'222'600 Franken festgelegt.
Die Netto-Investitionen betragen 182'692'500 Franken.

Art. 4 Finanzierung

Die Netto-Investitionen betragen 182'692'500 Franken und sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge gedeckt, die sich auf 184'562'400 Franken beläuft.
Der Finanzierungsüberschuss beläuft sich auf 1'869'900 Franken.

Art. 5 Bewilligung zur Darlehensaufnahme

Der Staatsrat wird ermächtigt, die nötigen Mittel zur Erneuerung auslaufender Darlehen aufzunehmen.

Vorbehalten bleiben die Kompetenzen des Finanzdepartementes zur Beschaffung kurzfristiger Mittel gemäss Art. 34, Abs. 2, Buchstabe d des Gesetzes vom 24. Juni 1980 über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle.

So beschlossen im Grossen Rat in Sitten, den 16. Dezember 2011.

Der Präsident des Grossen Rates: **Jean-Albert Ferrez**
Der Chef des Parlamentsdienstes: **Claude Bumann**

Annexes/Anhänge

Annexe 1

Charges de personnel par catégorie

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Autorités et tribunaux	32.3	35.0	35.4	0.4	Behörden und Gerichte
Administration générale					Allgemeine Verwaltung
Présidence	6.2	6.6	6.9	0.3	Präsidium
DFIS	43.3	45.4	46.0	0.7	DFIG
DSSI (sans la sécurité et La Castalie)	53.4	54.5	56.2	1.8	DSSI (ohne Sicherheit und La Castalie)
DECS (sans l'enseignement)	34.5	36.7	37.7	1.0	DEKS (ohne Unterrichtswesen)
DEET (sans l'école d'agriculture)	35.7	37.6	55.1	17.5	DVER (ohne Landwirtschaftsschule)
DTEE	79.2	82.6	85.2	2.6	DVBU
Etablissement médico-social	21.9	22.7	-	-22.7	Sozialmedizinische Institution
Sécurité	75.5	78.9	82.4	3.5	Sicherheit
Enseignement¹					Unterrichtswesen¹
Primaire et secondaire	103.5	104.6	418.5	313.9	Primar- und Sekundarschulen
Tertiaire	56.9	59.2	60.6	1.5	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	62.9	64.0	67.2	3.2	Berufsbildung
Ecole d'agriculture	6.3	6.6	4.9	-1.7	Landwirtschaftsschule
Divers	8.1	8.0	11.2	3.2	Verschiedenes
Total	619.8	642.3	967.5	325.1	Total

¹ y compris personnel administratif

¹ inkl. Verwaltungspersonal

Anhang 1

Personalaufwand nach Kategorien

Annexe 2

Enseignement de la scolarité obligatoire

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Enseignement primaire					Primarschulen
Salaires et charges sociales	188.6	189.5	188.9	-0.6	Gehälter und Soziallasten
Part des communes	-89.6	-92.8	-56.8	36.0	Anteil der Gemeinden
Part du canton	98.9	96.7	132.1	35.4	Anteil des Kantons
Cycles d'orientation					Orientierungsschulen
Salaires et charges sociales	118.2	120.6	123.8	3.2	Gehälter und Soziallasten
Part des communes	-22.5	-23.2	-37.7	-14.5	Anteil der Gemeinden
Part du canton	95.7	97.4	86.1	-11.3	Anteil des Kantons
Total de la part du canton	194.6	194.1	218.2	24.2	Total Anteil des Kantons

Anhang 2

Obligatorischer Schulunterricht

Annexe 3

Anhang 3

Amortissements du patrimoine administratif

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

(EN MILLIONS DE FRANCS)	SOLDE AU SALDO PER 31.12.2012	¹ TAUX SATZ	² AMORT. ORDINAIRES ORDENTLICHE ABSCHR.	AMORT. SUPPLÉMENT. ZUSÄTZLICHE ABSCHR.	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Terrains non bâtis	9.3	5.0 %	0.4	-	Nicht bebaute Grundstücke
Terrains bâtis	392.8	5.0 %	21.2	-	Bebaute Grundstücke
Mobilier et autres biens	98.7	20.0 %	19.7	-	Mobilier und andere Güter
Routes nationales	8.3	100.0 %	8.3	-	Nationalstrassen
Autres ouvrages de génie civil	184.7	20.0 %	52.8	-	Tiefbauarbeiten
Parts aux investissements de tiers	246.3	20.0 %	54.6	15.0	Beteiligungen an Invest. Dritter
Participations permanentes	-	100.0 %	-	-	Dauernde Beteiligungen
Provision sur prêts conditionnellement remboursables		100.0 %		9.7	Wertberichtigung auf bedingt rückzahlbare Darlehen
Total	939.9		157.1	24.7	Total

¹ Taux appliqué sur la valeur résiduelle du patrimoine administratif

² Y compris amortissements à 100% des investissements entièrement financés par des fonds

¹ Auf den Restbuchwert des Verwaltungsvermögens angewandter Satz

² Inklusive Abschreibungen zu 100% der durch Fonds vollständig finanzierten Investitionen

Subventions sans caractère d'investissement

Beiträge ohne Investitionscharakter

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Enseignement et formation	303.8	318.3	119.0	-199.4	Bildung
Ecoles primaires	105.4	104.1	2.2	-101.9	Primarschulen
Cycles d'orientation	100.8	104.1	2.4	-101.7	Orientierungsschulen
Enseignement secondaire	0.8	0.9	3.1	2.2	Mittelschulen
Enseignement spécialisé	29.2	31.9	33.3	1.4	Sonderschulen
Formation tertiaire	34.0	40.4	40.1	-0.2	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	17.7	16.8	16.5	-0.3	Berufsbildung
Coord. scolaire, échanges linguistiques	1.8	1.9	2.0	0.1	Schulkoordination, Sprachaustausch
Bourses d'études	14.1	18.4	19.3	1.0	Stipendien
Culture et loisirs	13.5	14.7	14.9	0.2	Kultur und Freizeit
J&S et fonds du sport	4.4	4.3	4.5	0.2	J&S und Sportfonds
Culture	9.1	10.4	10.4	-0.0	Kultur
Santé	470.4	522.7	569.6	46.8	Gesundheit
Santé publique	297.8	340.7	376.3	35.6	Gesundheitswesen
Réduction primes assurance-maladie	171.6	181.1	192.3	11.2	Krankenkassenprämienermässigung
Dîme de l'alcool	1.0	1.0	1.0	0.0	Alkoholzehntel
Prévoyance sociale	264.9	279.1	274.2	-5.0	Soziale Wohlfahrt
Assurances sociales	82.3	90.3	91.3	1.0	Sozialversicherungen
Action sociale	135.1	138.9	148.9	10.1	Sozialwesen
Aide à la jeunesse	19.8	19.7	21.1	1.4	Hilfe an Jugendliche
Mesures chômage	27.8	30.3	12.9	-17.4	Massnahmen Arbeitslosigkeit
Trafic	48.5	50.9	54.4	3.4	Verkehr
Entreprises de transport	48.5	50.9	54.4	3.4	Transportunternehmen
Aménagement et environnement	11.6	12.6	12.2	-0.5	Umwelt und Raumplanung
Entretien des cours d'eau	4.0	4.1	3.9	-0.2	Unterhalt der Wasserläufe
Entretien des forêts et du paysage	7.6	8.5	8.3	-0.3	Wald und Landschaft
Economie publique	36.2	34.8	38.0	3.2	Volkswirtschaft
Promotion touristique et économique	23.9	22.3	24.2	1.9	Wirtschafts- und Tourismusförderung
Agriculture	7.8	7.7	8.1	0.4	Landwirtschaft
Forces hydrauliques	4.5	4.8	5.6	0.8	Wasserkraft
Finances	0.1	2.6	-	-2.6	Finanzen
Communes : assainissements & fusions	0.1	2.6	-	-2.6	Sanierungen/ Fusionen von Gemeinden
Autres subventions	32.9	38.6	42.9	4.3	Andere Beiträge
Subventions des loteries	23.5	24.1	26.7	2.6	Beiträge aus Lotterien
Autres	9.4	14.5	16.2	1.7	Andere
Total	1'181.9	1'274.4	1125.0	-149.4	Total

Annexe 5

Anhang 5

Financements spéciaux Attributions et prélèvements

Spezialfinanzierungen Einlagen und Entnahmen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Administration générale	42.0	12.5	0.2	-12.3	Allgemeine Verwaltung
Caisse de prévoyance	41.8	12.3	-	-12.3	Vorsorgekassen
Epizooties	0.2	0.2	0.2	-0.0	Viehseuchen
Sécurité publique	0.2	2.5	-1.3	-3.8	Öffentliche Sicherheit
Police du feu	0.2	-1.1	-1.6	-0.5	Feuerpolizei
Protection civile	-	3.6	0.3	-3.3	Zivilschutz
Enseignement et formation	1.5	2.8	1.7	-1.1	Bildung
Formation professionnelle	1.5	2.8	1.7	-1.1	Berufsbildung
Culture et loisirs	0.5	-0.1	-0.4	-0.2	Kultur und Freizeit
Sport	0.1	-0.1	-0.3	-0.2	Sport
Culture	0.3	-0.0	-0.1	-0.0	Kultur
Santé	-0.4	-0.7	-0.5	0.2	Gesundheit
Promotion santé et prévention	-0.4	-0.7	-0.5	0.2	Gesundheitsförderung und Prävention
Aménagement et environnement	2.2	2.3	-	-2.3	Umwelt und Raumplanung
Entretien / correction des cours d'eau	2.2	2.3	-	-2.3	Unterhalt / Korrektion Wasserläufe
Economie publique	19.6	23.6	23.8	0.1	Volkswirtschaft
Encouragement à l'économie	0.7	1.0	1.0	-	Wirtschaftsförderung
Aide en matière d'investissement	-1.2	1.0	1.0	-	Investitionshilfe
Emploi	1.1	-1.1	-	1.1	Beschäftigung
Loteries	0.8	-	-	-	Lotterien
Hébergement et restauration : formation	0.1	0.1	-0.0	-0.1	Hotellerie/ Restauration : Ausbildung
Fonds d'encouragement de l'énergie	0.9	-	-	-	Energieförderungsfonds
Préfinancement des FMV SA	9.2	12.3	12.7	0.4	Vorfinanzierung der FMV AG
Aménagements hydro-électriques	8.0	10.3	9.1	-1.2	Rückkauf von Wasserkraftanlagen
Finances	6.6	2.4	-	-2.4	Finanzen
Utilisation part cantonale RPLP	2.7	2.9	-	-2.9	Kantonsanteil LSVA
Communes : assainissements & fusions	2.1	-0.6	2.0	2.6	Sanierungen/Fusionen von Gemeinden
Péréquation financière intercommunale	1.8	-	-2.0	-2.0	Interkommunaler Finanzausgleich
Divers	-2.9	-0.3	0.4	0.7	Übrige
Autres financements	-23.2	25.6	-14.4	-40.0	Andere Finanzierungen
Préfinancement investissements ¹	-7.7	-	-	-	Vorfinanzierungen von Investitionen ¹
Fonds de soutien à l'économie	-15.5	-3.4	-14.4	-11.0	Unterstützung der Wirtschaft
Grands projets d'infrastructures du XXI ^e siècle	-	29.0	-	-29.0	Infrastrukturgrossprojekte des XXI. Jahrhunderts
Total	46.2	70.5	9.4	-61.1	Total

+ : Attributions / - : Prélèvements

¹ LGCAF, art. 22

+ : Einlagen / - : Entnahmen

¹ FHG, Art. 22

Annexe 6

Anhang 6

Impôts

Steuern

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Impôts sur le revenu et la fortune	739.4	751.5	818.0	66.5	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	137.5	138.4	133.7	-4.6	Ertrags- und Kapitalsteuern
Impôts fonciers	18.9	15.0	16.0	1.0	Grundstücksteuern
Impôts sur les gains en capital	42.3	36.0	40.5	4.5	Vermögensgewinnsteuern
Droits de mutation et de timbre	77.6	63.3	65.6	2.3	Vermögensverkehrssteuern
Impôts sur les successions et donations	13.2	15.0	15.0	-	Erbschafts- und Schenkungssteuern
Impôts véhicules, bateaux et autres impôts sur la propriété et la dépense	55.3	56.4	59.6	3.3	Steuern auf Motorfahrzeuge, Schiffe und übrige Besitz- und Aufwandsteuern
Impôts sur les forces hydrauliques	61.0	81.5	83.5	2.0	Steuern auf Wasserkraft
Amendes fiscales	0.6	1.0	1.0	-	Steuerbussen
Total	1'145.9	1'158.0	1'233.0	74.9	Total

Annexe 7

Anhang 7

Parts à des recettes et contributions sans affectation

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Péréquation des ressources	420.6	464.2	455.5	-8.8	Ressourcenausgleich
Péréquation, compensation des charges géo-topographiques	69.1	70.0	73.2	3.2	Geo-topographischer Lastenausgleich
Part au produit des impôts sur les huiles minérales	31.3	31.2	31.9	0.8	Anteil an der Mineralölsteuer
Part de l'Etat à l'impôt anticipé	18.1	13.7	16.3	2.6	Kantonsanteil an der Verrechnungssteuer
Part de l'Etat à l'IFD	68.4	57.1	66.0	8.9	Kantonsanteil an der DB
Part à la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP)	38.2	32.4	40.3	7.9	Anteil an der Leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (LSVA)
Autres parts et contributions	2.3	2.4	2.4	-	Andere Anteile und Beiträge
Total	648.0	671.0	685.6	14.6	Total

Annexe 8

Anhang 8

Répartition RPLP

Aufteilung der LSVA

(EN MILLIONS DE FRANCS)	FONDS AU / AM 01.01.2012	RÉPARTITION AUFTEILUNG		UTILISATION - VERWENDUNG			FONDS AU / AM 31.12.2012	(IN MILLIONEN FRANKEN)
		EN % IN %	TOTAL	FONCTION. LAUF- ENDE RECHNUNG	INVESTISS. INVESTI- TIONS RECHNUNG	FONDS ¹		
Services								Dienststellen
Service des routes et des cours d'eau	-0.1	70	28.2	8.3	19.9	-	-0.1	Dienststelle für Strassen- und Flussbau
Service de l'agriculture	1.9	10	4.0	2.0	2.0	-	1.9	Dienststelle für Landwirtschaft
Service des transports	0.0	10	4.0	1.4	2.7	-	0.0	Dienststelle für Verkehr
Police cantonale	-	2.25	0.9	0.9	-	-	-	Kantonspolizei
Circulation routière	2.3	2.25	0.9	0.8	0.1	-	2.3	Strassenverkehr
Protection des travailleurs	-	0.5	0.2	0.2	-	-	-	Arbeitnehmerschutz
Administration des finances	-	5	2.0	2.0	-	-	-	Finanzverwaltung
Total	4.0	100	40.3	15.7	24.6	-	4.0	Total

¹ +: Attributions / -: Prélèvements

¹ +: Einlagen / -: Entnahmen

Subventions acquises

Beiträge für die eigene Rechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFÉRENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Confédération	183.5	199.1	204.5	5.5	Bund
Assurance-maladie	76.9	83.5	86.3	2.9	Krankenkassen
Arsenal et casernes	2.8	2.8	2.8	-0.0	Zeughaus und Kasernen
Assurances sociales	31.1	33.5	34.2	0.7	Sozialversicherungen
Bourses d'études	1.0	1.0	1.0	-	Stipendien
HEVs	2.5	2.6	2.3	-0.3	HEVs
Enseignement	2.2	2.2	2.3	0.0	Unterrichtswesen
Formation professionnelle	23.8	29.8	26.4	-3.4	Berufsbildung
Economie	2.7	3.6	3.6	0.1	Wirtschaft
Industrie, commerce et travail	19.0	19.0	19.0	-	Industrie, Handel und Arbeit
Agriculture	0.3	0.7	0.5	-0.2	Landwirtschaft
Transports	2.0	1.9	2.3	0.5	Transportwesen
Bâtiments	3.0	0.0	5.4	5.4	Gebäude
Routes nationales	8.3	10.3	10.4	0.1	Nationalstrassen
Rhône	0.5	1.0	0.6	-0.4	Rhone
Forêts et paysage	3.5	3.8	3.9	0.1	Wald und Landschaft
Autres	4.0	3.5	3.5	0.0	Andere
Cantons	1.4	2.0	1.3	-0.7	Kantone
Communes	93.3	101.4	216.7	115.3	Gemeinden
Enseignement	-	-	110.7	110.7	Unterrichtswesen
Péréquation financière intercommunale	10.3	10.3	21.5	11.2	Interkommunaler Finanzausgleich
Action sociale	29.9	32.5	28.8	-3.7	Sozialwesen
Assurances sociales	17.9	20.0	16.3	-3.7	Sozialversicherungen
Fonds pour l'emploi	4.8	4.8	4.8	-	Beschäftigungsfonds
Transports	7.3	7.8	8.1	0.2	Transportwesen
Entretien des routes	18.5	19.1	20.1	1.0	Strassenunterhalt
Autres	4.5	6.9	6.4	-0.4	Andere
Propres établissements	20.1	19.0	7.8	-11.3	Eigene Anstalten
Castalie	13.4	12.3	-	-12.3	La Castalie
Requérants d'asile	4.7	5.2	5.9	0.6	Asylbewerber
Autres	2.0	1.5	1.9	0.4	Andere
Autres subventions	11.1	8.5	8.3	-0.2	Andere Beiträge
Sport	3.9	3.7	3.7	-	Sport
Police du feu	2.2	1.7	1.4	-0.3	Feuerpolizei
Loteries	0.3	0.3	0.3	-	Lotterien
Autres	4.7	2.8	2.9	0.1	Andere
Total	309.4	330.0	438.7	108.7	Total

Annexe 10

Anhang 10

Investissements de l'Etat

Investitionen des Staates

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Routes nationales	D	169.3	190.5	217.7	27.2	A	Nationalstrassen
	R	162.9	182.5	209.5	26.9	E	
	N	6.4	8.0	8.3	0.3	N	
Routes cantonales	D	85.8	65.4	68.8	3.4	A	Kantonsstrassen
	R	34.5	26.3	30.0	3.7	E	
	N	51.4	39.1	38.8	-0.3	N	
Rhône	D	18.1	19.6	18.4	-1.1	A	Rhone
	R	14.1	16.3	14.7	-1.6	E	
	N	4.0	3.2	3.7	0.5	N	
Immeubles	D	29.0	34.7	28.7	-6.1	A	Dienstgebäude
	R	10.2	7.3	7.5	0.2	E	
	N	18.8	27.4	21.1	-6.3	N	
Mobilier, machines et véhicules	D	13.2	14.0	14.7	0.7	A	Mobilien, Maschinen u. Fahrzeuge
	R	1.0	2.6	2.0	-0.5	E	
	N	12.2	11.4	12.6	1.2	N	
Autres investissements	D	8.7	14.5	16.6	2.1	A	Andere Investitionen
	R	0.0	0.0	2.0	2.0	E	
	N	8.7	14.5	14.6	0.1	N	
Total	D	324.0	338.7	364.9	26.1	A	Total
	R	222.7	235.0	265.7	30.7	E	
	N	101.4	103.7	99.1	-4.6	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Participations aux investissements de tiers

Beteiligungen an Investitionen Dritter

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)		
Feu et protection civile	D	7.2	4.8	6.1	1.3	A	Feuer- und Zivilschutz	
	R	7.2	4.8	6.1	1.3	E		
	N	-	-	-	-	N		
Enseignement	D	10.0	11.2	9.5	-1.7	A	Unterrichtswesen	
	Bâtiments et biens culturels	D	3.0	2.4	2.4	-	A	Kulturelle Gebäude und Güter
		R	0.8	0.5	0.5	-	E	
	N	2.1	1.9	1.9	-	N		
Santé publique	D	44.9	40.4	11.1	-29.3	A	Gesundheitswesen	
	Action sociale	D	5.6	5.2	5.2	-	A	Sozialwesen
		R	-	-	1.5	1.5	E	
	N	5.6	5.2	3.7	-1.5	N		
Encouragement au logement	D	3.3	2.9	5.3	2.5	A	Wohnbauförderung	
	R	0.3	0.2	0.2	-	E		
	N	3.0	2.7	5.1	2.5	N		
Entreprises de transport	D	1.8	1.4	3.2	1.7	A	Transportunternehmungen	
	Aménagement du territoire	D	0.1	0.3	0.3	-	A	Raumplanung
		Abornements et mensurations	D	5.2	6.9	11.1	4.1	A
R	4.0		5.9	10.0	4.1	E		
	N	1.2	1.1	1.1	-	N		
Forêts	D	39.2	42.1	39.2	-2.9	A	Wälder	
	R	17.3	18.9	17.6	-1.3	E		
	N	21.9	23.2	21.6	-1.7	N		
Correction des torrents	D	22.2	16.7	10.3	-6.4	A	Korrektion der Wildbäche	
	R	7.4	8.6	5.1	-3.5	E		
	N	14.8	8.1	5.2	-2.9	N		
Protection de l'environnement	D	7.3	7.0	6.2	-0.7	A	Umweltschutz	
	R	2.2	2.4	2.0	-0.4	E		
	N	5.1	4.6	4.2	-0.3	N		
Energie	D	5.8	5.6	4.7	-0.9	A	Energie	
	R	2.9	1.6	1.1	-0.4	E		
	N	2.8	4.0	3.6	-0.4	N		
Promotion économique et touristique	D	-	0.2	0.2	-	A	Wirtschafts-/ Tourismusförderung	
	Agriculture	D	11.2	14.7	14.9	0.3	A	Landwirtschaft
		R	4.1	5.7	6.1	0.3	E	
	N	7.1	8.9	8.9	-0.1	N		
Autres	D	3.2	0.9	1.0	0.1	A	Andere	
	R	0.3	0.5	0.7	0.2	E		
	N	2.9	0.5	0.3	-0.1	N		
Total	D	169.7	162.7	130.7	-31.9	A	Total	
	R	46.4	49.1	51.0	1.9	E		
	N	123.3	113.6	79.7	-33.8	N		

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Prêts et participations permanentes

Darlehen und dauernde Beteiligungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2010	BUDGET 2011	BUDGET 2012	ECARTS DIFFERENZ 2011-12	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Prêts						Darlehen	
Assainissement des communes	D	-	-	-	-	A	Gemeindesanierungen
	R	0.1	-	-	-	E	
	N	-0.1	-	-	-	N	
Crédits LIM et NPR	D	20.7	23.7	22.2	-1.5	A	IHG- und NRP-Kredite
	R	23.9	19.0	21.4	2.4	E	
	N	-3.2	4.7	0.8	-3.9	N	
Crédits agricoles	D	15.3	5.0	6.1	1.1	A	Agrarkredite
	R	9.0	8.2	8.9	0.8	E	
	N	6.3	-3.1	-2.8	0.3	N	
Prêts d'honneur	D	8.1	4.9	3.8	-1.1	A	Ausbildungsdarlehen
	R	8.5	9.0	9.2	0.2	E	
	N	-0.4	-4.1	-5.4	-1.3	N	
Prêts aux transports publics	D	10.0	13.8	10.1	-3.8	A	Darlehen an Transportunternehmen
	R	0.8	0.8	0.8	-	E	
	N	9.3	13.0	9.3	-3.8	N	
Crédits forestiers	D	1.7	1.7	1.7	-	A	Forstkredite
	R	1.2	1.2	1.2	-	E	
	N	0.5	0.4	0.4	-	N	
Prêts aux hôpitaux	D	-	-	-	-	A	Spitaldarlehen
	R	1.9	1.9	-	-1.9	E	
	N	-1.9	-1.9	-	1.9	N	
Autres prêts	D	-	-	-	-	A	Andere Darlehen
	R	0.0	0.3	-	-0.3	E	
	N	-0.0	-0.3	-	0.3	N	
Participations permanentes						Beteiligungen	
Coopérative romande de cautionnement - PME	D	1.0	-	-	-	A	Westschweiz. Bürgschaftsgenossenschaft - KMU
	R	-	-	-	-	E	
	N	1.0	-	-	-	N	
Office valaisan de cautionnement mutuel pour les artisans et commerçants	D	1.0	-	-	-	A	Bürgschaftsgenossenschaft des Walliser Gewerbes
	R	-	-	-	-	E	
	N	1.0	-	-	-	N	
Autres participations	D	0.2	-	1.5	1.5	A	Andere Beteiligungen
	R	-	-	-	-	E	
	N	0.2	-	1.5	1.5	N	
Total	D	57.9	49.1	45.3	-3.8	A	Total
	R	45.4	40.4	41.5	1.1	E	
	N	12.5	8.7	3.8	-4.9	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

**Editeur**

Etat du Valais, Conseil d'Etat
par le Département des finances, des institutions
et de la santé

Rédaction

Administration cantonale des finances

Distribution

Le présent document peut être téléchargé à partir
de l'adresse : www.vs.ch

Avril 2012

Herausgeber

Staat Wallis, Staatsrat
durch das Departement für Finanzen, Institutionen
und Gesundheit

Redaktion

Kantonale Finanzverwaltung

Verteilung

Das vorliegende Dokument kann von der
Homepage www.vs.ch heruntergeladen werden.

April 2012



Imprimé sur papier cocoon 200g/m² et 120g/m² fabriqué à 100%
avec du vieux papier désencré.

Gedruckt auf 200g/m² und 120g/m² Cocoon Papier,
hergestellt aus 100% tintenfreiem Altpapier.